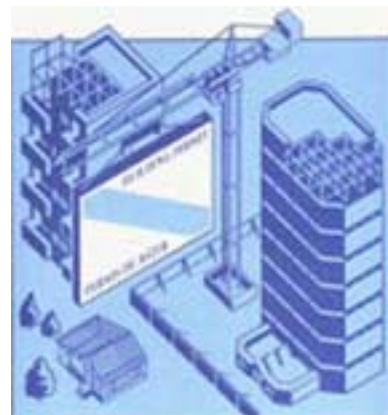


N° 64-001-X au catalogue

Permis de bâtir

Février 2016



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca.

Vous pouvez également communiquer avec nous par :

Courriel à STATCAN.infostats-infostats.STATCAN@canada.ca

Téléphone entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros sans frais suivants :

- Service de renseignements statistiques 1-800-263-1136
- Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants 1-800-363-7629
- Télécopieur 1-877-287-4369

Programme des services de dépôt

- Service de renseignements 1-800-635-7943
- Télécopieur 1-800-565-7757

Comment accéder à ce produit

Le produit n° 64-001-X au catalogue est disponible gratuitement sous format électronique. Pour obtenir un exemplaire, il suffit de visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca et de parcourir par « Ressource clé » > « Publications ».

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.gc.ca sous « Contactez-nous » > « Normes de service à la clientèle ».

Statistique Canada

Division de l'investissement, des sciences et de la technologie
Section de la construction en bâtiment et des valeurs foncières

Permis de bâtir

Février 2016

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2016

Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'entente de licence ouverte de Statistique Canada.

<http://www.statcan.gc.ca/reference/licence-fra.html>

Avril 2016

N° 64-001-X au catalogue

ISSN 1496-3949

Périodicité : mensuelle

Ottawa

This publication is also available in English.

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Information pour l'utilisateur

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada :

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- 0 zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
- 0^s valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
- p provisoire
- r révisé
- x confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié
- * valeur significativement différente de l'estimation pour la catégorie de référence ($p < 0,05$)

Remerciements

Cette publication a été rédigée sous la direction de :

- H. Mc Carrell, Directeur, Division de l'investissement, des sciences et de la technologie
- D. Ogden, Chef, Section de la construction en bâtiment et des valeurs foncières
- B. Oueriemmi, Chef d'unité, Section de la construction en bâtiment et des valeurs foncières
- M. Bergeron, Analyste, Section de la construction en bâtiment et des valeurs foncières

Avis important

Les changements de limites territoriales, de status et de noms d'entités géographiques qui ont eu lieu avant janvier 2014 sont inclus dans la présente publication. Ces changements géographiques sont disponibles en écrivant à :

Statistique Canada
Division de l'investissement, des sciences et de la technologie
Section de la construction en bâtiment et des valeurs foncières
Immeuble principal, SC 1306-i
150 promenade Tunney's Pasture
Ottawa, Ontario K1A 0T6
ou en téléphonant au : 613-951-6321

Table des matières

Faits saillants	5
Analyse – Février 2016	6
Secteur résidentiel : augmentation des intentions de construction de logements unifamiliaux	6
Secteur non résidentiel : augmentation des intentions de construction commerciale et institutionnelle	6
Provinces : l'Alberta, l'Ontario et le Québec affichent les hausses les plus marquées	7
Hausse des intentions de construction dans la plupart des régions métropolitaines de recensement	7
Graphiques	
1. Valeur totale des permis de bâtir	9
2. Valeur des permis de bâtir résidentiels – Total	9
3. Nombre d'unités de logement – Unifamilial et multiple	10
4. Valeur des permis de bâtir non résidentiels – Total	10
5. Valeur des permis de construction commerciale	11
6. Valeur des permis de construction industrielle	11
7. Valeur des permis de construction institutionnelle et gouvernementale	12
Produits connexes	13
Tableaux statistiques	
1 Valeur totale des permis de bâtir, provinces et territoires, désaisonnalisée	16
2 Valeur des permis de bâtir non résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisée	16
3 Valeur des permis de bâtir résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisée	17
4 Nombre d'unités de logement autorisées, provinces et territoires, désaisonnalisées à un taux annuel	17
5 Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisées, 2016	18
6 Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, désaisonnalisées, 2016	20
7 Unités de logement, provinces et territoires, non désaisonnalisées, 2016	24
8 Unités de logement, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, février 2016	26
9 Unités de logement, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, cumulatif, janvier à février 2016	27
10 Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, non désaisonnalisées, 2016	28

Table des matières – suite

11	Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, février 2016	30
12	Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, cumulatif, janvier à février 2016	31
13	Valeur des permis de bâtir non résidentiels, selon le type de bâtiment, provinces et territoires, non désaisonnalisées, février 2016	32

Qualité des données, concepts et méthodologie

Description – Enquête mensuelle sur les permis de bâtir	33
Sources de données et méthodologie	34
Concepts et variables observées	36
Catégories de bâtiments	37
Classification géographique	38
Exactitude des données	40
Comparabilité des données et sources connexes	41

Appendice

I	Abréviations géographiques	42
---	----------------------------	----

Faits saillants

Les municipalités ont délivré des permis de bâtir d'une valeur de 7,4 milliards de dollars en février, en hausse de 15,5 % par rapport à janvier. Cette augmentation, qui fait suite à un recul de 9,5 % le mois précédent, est en grande partie attribuable à la hausse des intentions de construction d'immeubles à vocation commerciale en Alberta, de logements unifamiliaux en Ontario et de structures institutionnelles au Québec.

Analyse – Février 2016

Les municipalités ont délivré des permis de bâtir d'une valeur de 7,4 milliards de dollars en février, en hausse de 15,5 % par rapport à janvier. Cette augmentation, qui fait suite à un recul de 9,5 % le mois précédent, est en grande partie attribuable à la hausse des intentions de construction d'immeubles à vocation commerciale en Alberta, de logements unifamiliaux en Ontario et de structures institutionnelles au Québec.

La valeur des permis de construction résidentielle a crû de 5,0 % pour se chiffrer à 4,2 milliards de dollars en février, après avoir diminué de 12,7 % le mois précédent. Des hausses ont été enregistrées dans cinq provinces, l'Ontario venant en tête et l'Alberta se situant loin au deuxième rang. La Colombie-Britannique a enregistré le recul le plus important dans le secteur résidentiel.

Les municipalités ont délivré des permis de construction non résidentielle d'une valeur de 3,2 milliards de dollars en février, ce qui représente une hausse de 33,1 % par rapport à janvier. Des hausses ont été enregistrées dans toutes les provinces, sauf au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Écosse. L'Alberta et le Québec ont enregistré les augmentations les plus marquées au chapitre des projets de construction de bâtiments non résidentiels. Cette croissance est en grande partie attribuable à l'augmentation des intentions de construction d'immeubles à vocation commerciale et institutionnelle.

Secteur résidentiel : augmentation des intentions de construction de logements unifamiliaux

La valeur des permis de construction de logements unifamiliaux s'est accrue de 9,6 % pour se chiffrer à 2,4 milliards de dollars en février, ce qui a mis fin à une séquence de six reculs mensuels consécutifs. Des augmentations ont été enregistrées dans cinq provinces, l'Ontario affichant la hausse la plus marquée, soit une augmentation de 34,2 % par rapport à janvier. Le Québec, l'Alberta et la Colombie-Britannique ont affiché les baisses les plus fortes.

Les intentions de construction de logements multifamiliaux ont légèrement reculé de 0,6 % pour s'établir à 1,8 milliard de dollars en février. Il s'agit d'une deuxième baisse mensuelle consécutive. Des diminutions ont été observées dans cinq provinces, la Colombie-Britannique, la Nouvelle-Écosse et le Manitoba venant en tête. Les hausses les plus marquées ont été enregistrées en Alberta et au Québec.

Les municipalités ont approuvé la construction de 16 005 nouveaux logements en février, en hausse de 2,2 % par rapport au mois précédent. Cette hausse est attribuable au nombre de logements unifamiliaux, qui s'est accru de 10,5 %, pour s'établir à 6 105 nouvelles unités. Le nombre de logements multifamiliaux a reculé de 2,4 % pour s'établir à 9 900 nouvelles unités.

Secteur non résidentiel : augmentation des intentions de construction commerciale et institutionnelle

Les intentions de construction d'immeubles à vocation commerciale ont crû de 56,6 % pour se chiffrer à 2,0 milliards de dollars en février, ce qui correspond à la valeur la plus élevée observée depuis mai 2007. L'augmentation des intentions de construction d'installations de loisirs, de complexes de vente au détail et d'immeubles de bureaux a le plus contribué à la hausse enregistrée à l'échelle nationale. Des hausses ont été affichées dans sept provinces, l'Alberta se classant en tête et l'Ontario arrivant loin au deuxième rang.

La valeur des permis de construction d'immeubles à vocation institutionnelle a crû de 18,7 % pour se chiffrer à 680 millions de dollars en février, ce qui a mis fin à une séquence de trois reculs mensuels consécutifs. Cette augmentation s'explique principalement par une hausse des intentions de construction de centres de soins infirmiers et de maisons de retraite, d'établissements d'enseignement et d'autres immeubles gouvernementaux. Des hausses ont été enregistrées dans quatre provinces, le Québec et l'Alberta arrivant en tête. L'Ontario a affiché la baisse la plus importante.

Dans la composante industrielle, la valeur des permis de bâtir a reculé de 8,4 % pour s'établir à 483 millions de dollars en février, après avoir affiché une hausse de 32,2 % le mois précédent. Cette baisse s'explique en grande partie par une diminution des intentions de construction de bâtiments liés aux services publics et aux transports. Le recul observé en Alberta a plus qu'effacé les hausses affichées dans six provinces. Les augmentations les plus prononcées ont été enregistrées en Colombie-Britannique et au Manitoba.

Provinces : l'Alberta, l'Ontario et le Québec affichent les hausses les plus marquées

La valeur totale des permis de bâtir a augmenté dans sept provinces en février, l'Alberta ayant affiché la plus forte hausse, suivie de l'Ontario et du Québec.

En Alberta, la valeur des permis de bâtir a crû de 47,7 % pour se chiffrer à 1,6 milliard de dollars en février, à la suite d'un recul de 4,4 % au cours du mois précédent. Cette hausse est attribuable à l'augmentation des intentions de construction d'immeubles à vocation commerciale, de structures institutionnelles et de logements multifamiliaux.

En Ontario, la valeur des permis de bâtir a crû de 11,4 % pour se chiffrer à 2,8 milliards de dollars en février, après avoir affiché un recul de 10,8 % en janvier. Cette hausse est surtout attribuable à l'augmentation des intentions de construction de logements unifamiliaux, qui ont affiché une hausse de 34,2 % pour se chiffrer à 1,1 milliard de dollars, et des intentions de construction d'immeubles à vocation commerciale, qui ont crû de 33,1 % pour se chiffrer à 617 millions de dollars en février.

Au Québec, la valeur des permis de bâtir a augmenté de 19,5 % pour s'établir à 1,2 milliard de dollars en février. Cette progression fait suite à un recul de 11,0 % au cours du mois précédent. La hausse est en grande partie attribuable à l'augmentation des intentions de construction de structures institutionnelles, d'immeubles à vocation commerciale et de logements multifamiliaux. La construction de logements unifamiliaux est la seule composante à avoir affiché un recul dans la province.

Hausse des intentions de construction dans la plupart des régions métropolitaines de recensement

En février, la valeur totale des permis de bâtir s'est accrue dans 18 des 34 régions métropolitaines de recensement. La plus forte hausse a été observée à Edmonton, suivie de Montréal et de Toronto.

À Edmonton, les intentions de construction ont atteint un sommet inégalé de 1,1 milliard de dollars en février, soit plus du double de la valeur des permis enregistrée en janvier. Cette hausse est surtout attribuable à une augmentation des intentions de construction d'immeubles à vocation commerciale, suivie des structures institutionnelles et des logements multifamiliaux.

À Montréal, la valeur des permis de bâtir a crû de 30,8 % en février, en raison de l'augmentation des intentions de construction de toutes les composantes, sauf les logements unifamiliaux. Les immeubles à vocation institutionnelle et les logements multifamiliaux ont affiché les plus fortes hausses.

À Toronto, les intentions de construction ont augmenté de 9,8 % en février comparativement au mois précédent. Une hausse des intentions de construction a été notée dans toutes les composantes, sauf les logements multifamiliaux. Les logements unifamiliaux et les immeubles commerciaux ont enregistré les plus fortes augmentations.

Note aux lecteurs

Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières. Pour obtenir des renseignements sur la désaisonnalisation, voir le document intitulé *Données désaisonnalisées — Foire aux questions*.

L'Enquête sur les permis de bâtir compte plus de 2 400 municipalités représentant 95 % de la population canadienne. Les collectivités représentant les 5 % restants de la population sont très petites, et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total de l'ensemble de la population.

Les données sur les permis de bâtir servent d'indicateur avancé de l'activité dans l'industrie de la construction.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple les aqueducs, les égouts et les ouvrages de drainage) ni ceux associés au terrain.

Dans le cadre du présent communiqué, la région métropolitaine de recensement d'Ottawa–Gatineau (Ontario/Québec) est divisée en deux régions, soit la partie Gatineau et la partie Ottawa.

Révision

Les données pour le mois de référence en cours sont sujettes à révision, fondée sur les réponses tardives. Les données du mois précédent ont été révisées.

Les estimations de la tendance-cycle ont été ajoutées dans les graphiques en tant que complément aux séries désaisonnalisées. Les données désaisonnalisées et les estimations de la tendance-cycle peuvent faire l'objet de révisions lorsque de nouvelles observations deviennent disponibles. Ces révisions pourraient être importantes et même entraîner le renversement du mouvement, en particulier à la fin de la série. La plus grande variabilité associée aux estimations de la tendance-cycle est indiquée par une ligne pointillée dans le graphique.

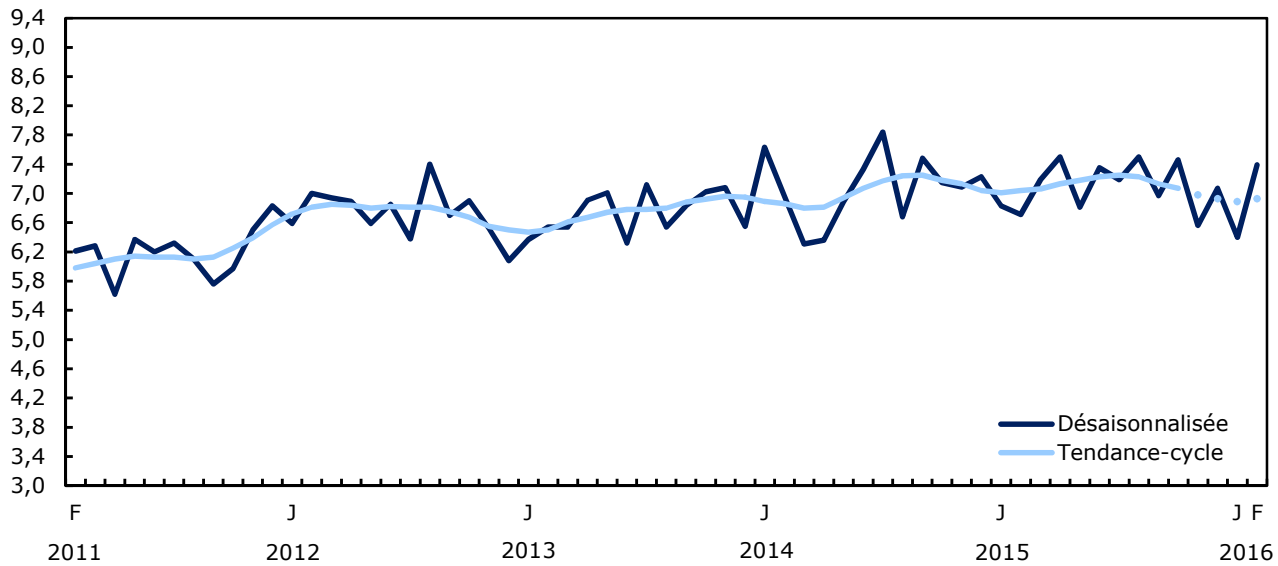
Pour obtenir des renseignements sur les données des tendances-cycle, consultez le *Blogue de StatCan* et la page *Estimations de la tendance-cycle — Foire aux questions*.

Prochaine diffusion

Les données des permis de bâtir de mars seront diffusées le 5 mai.

Graphique 1
Valeur totale des permis de bâtir

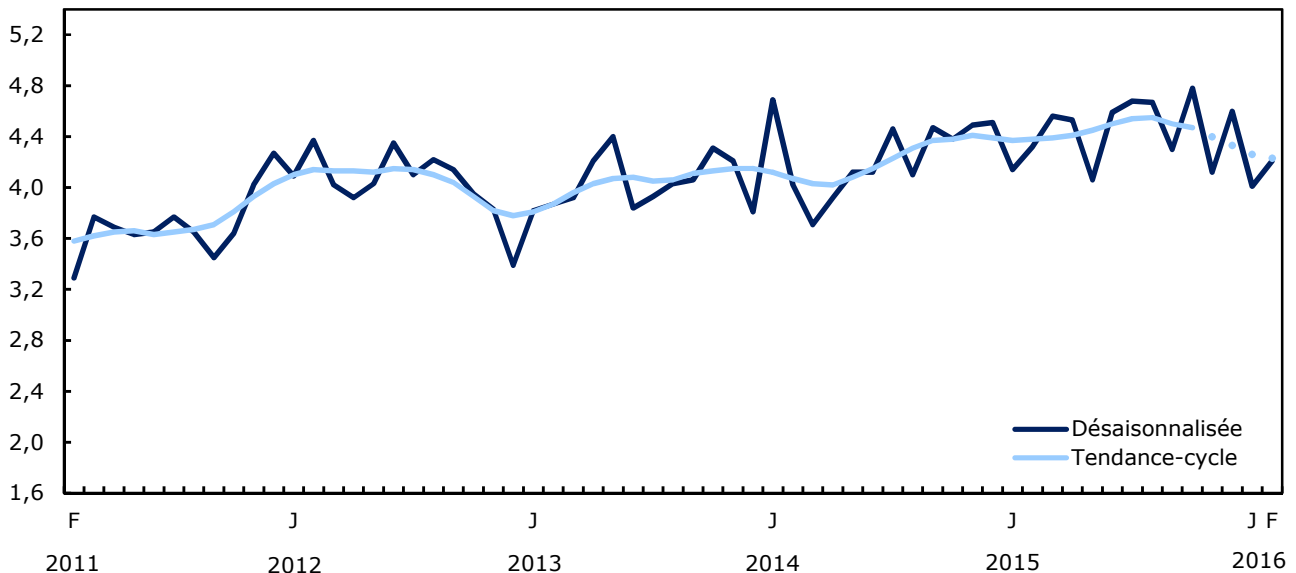
milliards de dollars



Note(s) : La plus grande variabilité associée aux estimations de la tendance-cycle est indiquée par une ligne pointillée dans le graphique pour le mois de référence courant et les trois mois précédents. Voir la Note aux lecteurs.

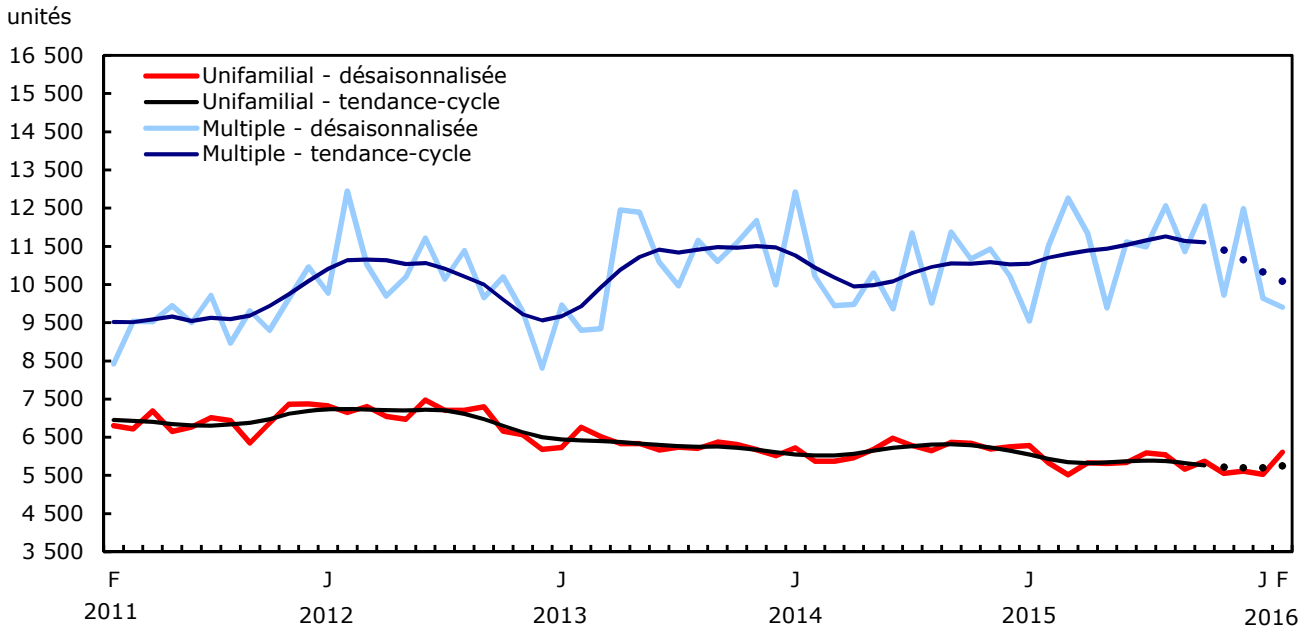
Graphique 2
Valeur des permis de bâtir résidentiels – Total

milliards de dollars



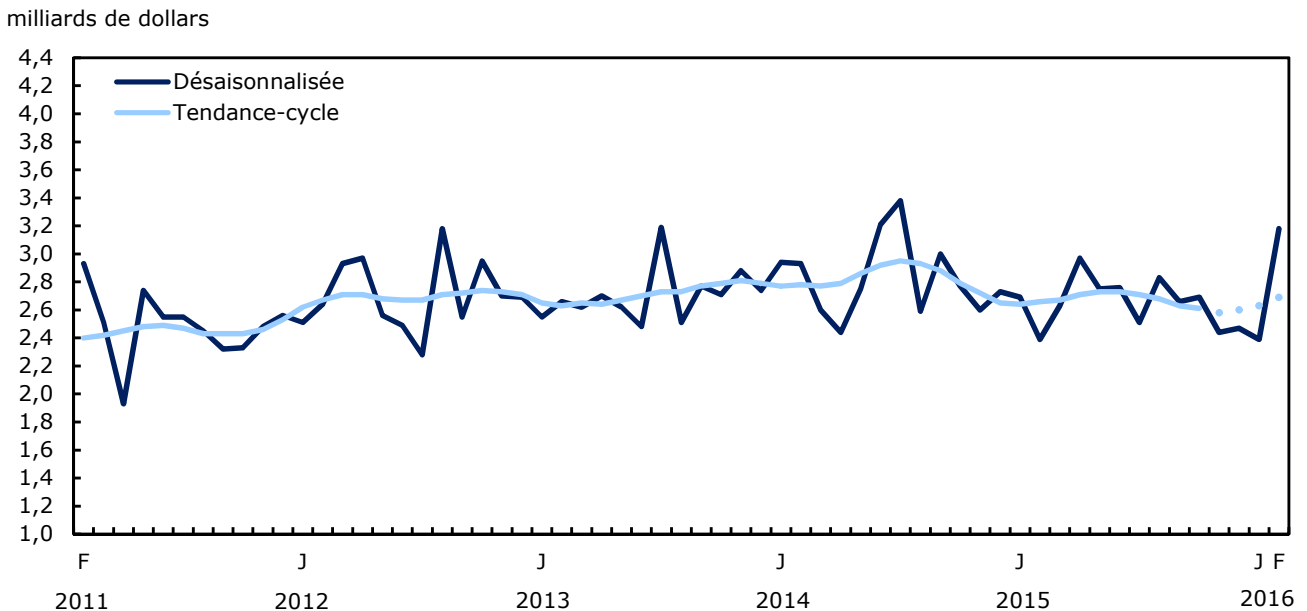
Note(s) : La plus grande variabilité associée aux estimations de la tendance-cycle est indiquée par une ligne pointillée dans le graphique pour le mois de référence courant et les trois mois précédents. Voir la Note aux lecteurs.

Graphique 3
Nombre d'unités de logement – Unifamilial et multiple



Note(s) : La plus grande variabilité associée aux estimations de la tendance-cycle est indiquée par une ligne pointillée dans le graphique pour le mois de référence courant et les trois mois précédents. Voir la Note aux lecteurs.

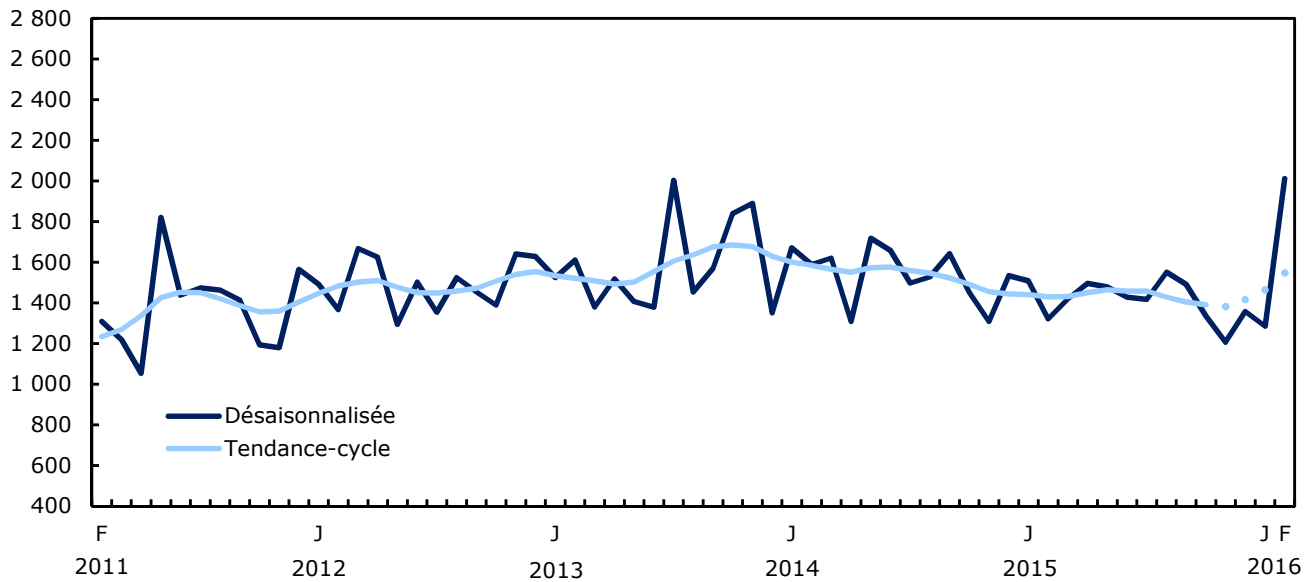
Graphique 4
Valeur des permis de bâtir non résidentiels – Total



Note(s) : La plus grande variabilité associée aux estimations de la tendance-cycle est indiquée par une ligne pointillée dans le graphique pour le mois de référence courant et les trois mois précédents. Voir la Note aux lecteurs.

Graphique 5
Valeur des permis de construction commerciale

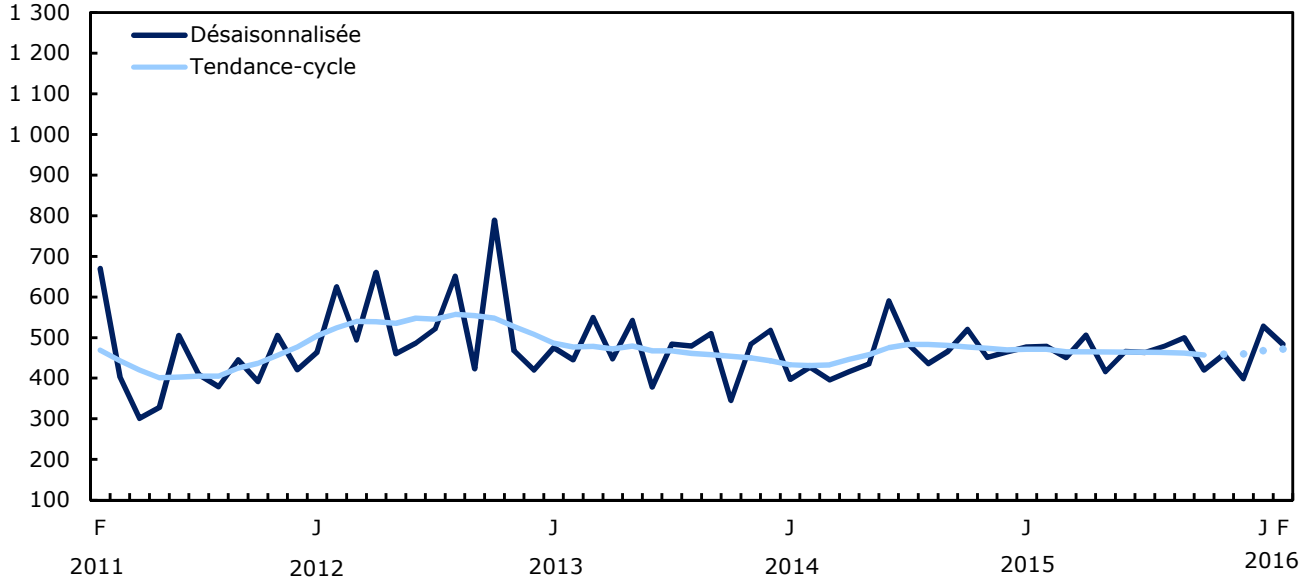
millions de dollars



Note(s) : La plus grande variabilité associée aux estimations de la tendance-cycle est indiquée par une ligne pointillée dans le graphique pour le mois de référence courant et les trois mois précédents. Voir la Note aux lecteurs.

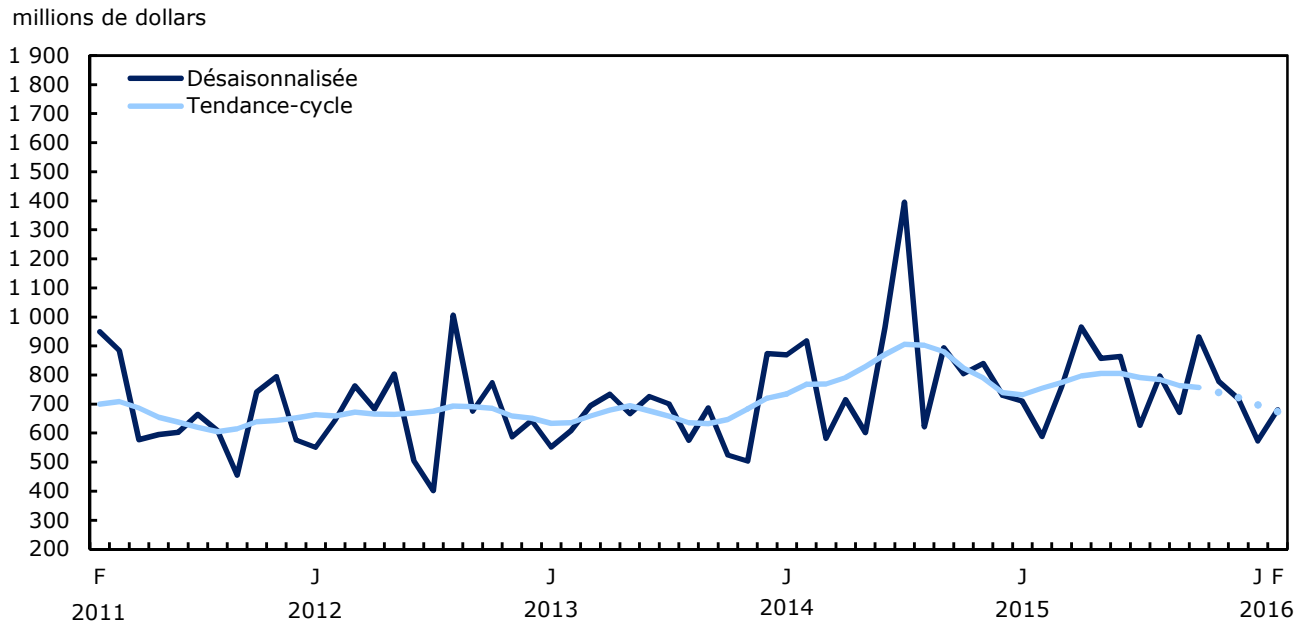
Graphique 6
Valeur des permis de construction industrielle

millions de dollars



Note(s) : La plus grande variabilité associée aux estimations de la tendance-cycle est indiquée par une ligne pointillée dans le graphique pour le mois de référence courant et les trois mois précédents. Voir la Note aux lecteurs.

Graphique 7
Valeur des permis de construction institutionnelle et gouvernementale



Note(s) : La plus grande variabilité associée aux estimations de la tendance-cycle est indiquée par une ligne pointillée dans le graphique pour le mois de référence courant et les trois mois précédents. Voir la Note aux lecteurs.

Produits connexes

Choisis parmi les publications de Statistique Canada

61-205-X Investissements privés et publics au Canada : perspectives

62-202-X Les habitudes de dépenses au Canada

Choisis parmi les produits techniques et analytiques de Statistique Canada

62F0014M1996002 Une analyse de certaines méthodologies appliquées aux indices des prix de la construction

Choisis parmi les tableaux de CANSIM de Statistique Canada

026-0001 Permis de bâtir, valeurs résidentielles et nombre d'unités, selon le type de logement, mensuel

026-0002 Permis de bâtir, unités de logements selon le type de logement et la région, mensuel

026-0003 Permis de bâtir, valeurs selon le secteur d'activité, mensuel

026-0004 Permis de bâtir, valeurs selon le secteur d'activité et la région, mensuel

026-0005 Permis de bâtir, valeurs non résidentielles selon le type de structure, mensuel

026-0006 Permis de bâtir, selon le type de structure et la région, désaisonnalisées, mensuel

026-0007 Permis de bâtir, unités de logements selon le type de structure et la valeur et selon le secteur d'activité, mensuel

026-0008 Permis de bâtir, valeurs selon le secteur d'activité, désaisonnalisées et non désaisonnalisées, mensuel

026-0010 Permis de bâtir, valeurs résidentielles et non résidentielles selon le type de structure pour Canada et les centres urbains, 10 000 et plus, mensuel

Choisis parmi les enquêtes de Statistique Canada

2802 Enquête des permis de bâtir

Choisis parmi les tableaux sommaires de Statistique Canada

- *Valeur des permis de bâtir, province et territoire (mensuel)*
- *Valeur des permis de bâtir, région métropolitaine de recensement (mensuel)*
- *Indicateurs économiques, par province et territoire (mensuel et trimestriel)*
- *Valeur des permis de construction, par province et territoire*
- *Valeur des permis de bâtir délivrés, selon le secteur de construction*

Tableaux statistiques

Tableau 1
Valeur totale des permis de bâtir, provinces et territoires, désaisonnalisée

	2016	2016	Février	Janvier	Décembre	Novembre	Octobre	Septembre
	Février ^p	Janvier ^r	à janvier	à décembre	à novembre	à octobre	à septembre	à août
	milliers de dollars		variation en pourcentage					
Canada	7 386 242	6 396 449	15,5	-9,5	7,7	-12,1	7,2	-7,1
Terre-Neuve-et-Labrador	50 701	41 110	23,3	-9,3	-6,1	-15,2	-1,0	-0,5
Île-du-Prince-Édouard	14 099	6 891	104,6	-37,4	-11,6	-49,8	14,0	19,8
Nouvelle-Écosse	75 871	102 052	-25,7	11,1	7,1	-14,3	-11,2	0,0
Nouveau-Brunswick	56 742	71 990	-21,2	8,6	23,0	-15,9	0,3	-8,7
Québec	1 171 996	980 589	19,5	-11,0	0,3	0,7	-1,4	-3,2
Ontario	2 825 887	2 536 633	11,4	-10,8	8,8	-3,6	5,0	-21,0
Manitoba	198 555	192 355	3,2	-8,0	29,3	-19,9	-6,7	21,8
Saskatchewan	180 146	176 868	1,9	-24,0	24,8	-26,0	-17,0	29,2
Alberta	1 634 853	1 107 073	47,7	-4,4	3,9	-42,8	37,1	10,1
Colombie-Britannique	1 149 133	1 163 418	-1,2	-10,9	11,3	17,4	-6,2	-3,8
Yukon	25 711	1 854	...	-49,4	-67,1	0,2	44,2	31,4
Territoires du Nord-Ouest	2 495	12 116	-79,4	366,9	-20,0	18,0	-72,1	-16,0
Nunavut	53	3 500	-98,5	...	-46,2	-89,2	563,7	-94,0

Tableau 2
Valeur des permis de bâtir non résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisée

	2016	2016	Février	Janvier	Décembre	Novembre	Octobre	Septembre
	Février ^p	Janvier ^r	à janvier	à décembre	à novembre	à octobre	à septembre	à août
	milliers de dollars		variation en pourcentage					
Canada	3 175 138	2 385 097	33,1	-3,6	1,3	-9,1	0,9	-5,8
Terre-Neuve-et-Labrador	13 385	7 156	87,0	-0,2	-42,9	-8,8	-24,1	-2,1
Île-du-Prince-Édouard	1 450	943	53,8	-59,2	-56,9	-62,8	48,5	55,6
Nouvelle-Écosse	25 791	29 647	-13,0	-2,7	16,4	-37,3	15,9	-19,0
Nouveau-Brunswick	23 169	35 995	-35,6	11,9	29,8	-10,1	-11,1	-4,5
Québec	449 728	265 298	69,5	-25,7	-26,8	14,5	-0,9	6,1
Ontario	1 059 235	1 056 281	0,3	3,0	16,3	-2,8	6,0	-28,9
Manitoba	87 175	71 971	21,1	-11,6	28,0	-29,3	-0,7	15,2
Saskatchewan	98 473	76 178	29,3	-45,2	39,4	-40,2	-25,8	65,9
Alberta	1 014 437	510 173	98,8	6,6	-4,4	-34,2	21,8	17,0
Colombie-Britannique	378 401	323 096	17,1	1,3	-3,4	43,7	-31,1	-6,7
Yukon	23 491	21	...	-98,6	-82,6	34,7	69,1	-5,5
Territoires du Nord-Ouest	350	8 338	-95,8	...	-100,0	-3,2	-87,4	-32,5
Nunavut	53	0	...	-100,0	-37,9	-83,0	...	-88,4

Tableau 3
Valeur des permis de bâtir résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisée

	2016	2016	Février	Janvier	Décembre	Novembre	Octobre	Septembre
	Février ^p	Janvier ^r	à janvier	à décembre	à novembre	à octobre	à septembre	à août
	milliers de dollars		variation en pourcentage					
Canada	4 211 104	4 011 352	5,0	-12,7	11,5	-13,8	11,0	-7,9
Terre-Neuve-et-Labrador	37 316	33 954	9,9	-11,0	6,8	-17,3	9,6	0,3
Île-du-Prince-Édouard	12 649	5 948	112,7	-31,7	22,7	-31,8	-13,9	1,1
Nouvelle-Écosse	50 080	72 405	-30,8	18,0	3,1	2,0	-24,0	12,4
Nouveau-Brunswick	33 573	35 995	-6,7	5,5	17,3	-20,4	11,2	-12,4
Québec	722 268	715 291	1,0	-4,0	21,9	-8,2	-1,7	-8,4
Ontario	1 766 652	1 480 352	19,3	-18,5	5,0	-4,0	4,6	-16,4
Manitoba	111 380	120 384	-7,5	-5,6	30,2	-12,2	-10,9	27,1
Saskatchewan	81 673	100 690	-18,9	7,4	7,9	1,8	8,0	-20,7
Alberta	620 416	596 900	3,9	-12,2	10,6	-48,3	49,1	5,3
Colombie-Britannique	770 732	840 322	-8,3	-14,9	17,1	9,5	5,2	-2,5
Yukon	2 220	1 833	21,1	-15,3	-15,0	-46,3	20,3	110,1
Territoires du Nord-Ouest	2 145	3 778	-43,2	45,6	0,3	25,0	-53,7	19,1
Nunavut	0	3 500	-100,0	...	-100,0	-96,8	236,1	-94,4

Tableau 4
Nombre d'unités de logement autorisées, provinces et territoires, désaisonnalisées à un taux annuel

	2016	2016	Février	Janvier	Décembre	Novembre	Octobre	Septembre
	Février ^p	Janvier ^r	à janvier	à décembre	à novembre	à octobre	à septembre	à août
	unités		variation en pourcentage					
Canada	192 060	188 004	2,2	-13,4	14,7	-14,3	8,2	-8,5
Terre-Neuve-et-Labrador	1 296	1 176	10,2	-30,5	2,2	-16,4	-4,1	6,2
Île-du-Prince-Édouard	684	204	235,3	-72,1	90,6	-37,3	-55,3	10,7
Nouvelle-Écosse	2 940	5 784	-49,2	71,5	13,3	-13,9	-22,2	7,9
Nouveau-Brunswick	1 860	1 680	10,7	-0,7	-2,1	-25,4	-3,0	17,8
Québec	41 388	37 656	9,9	-9,5	26,8	-16,4	2,2	-1,5
Ontario	66 240	65 100	1,8	-17,2	15,9	-7,0	6,6	-28,7
Manitoba	6 288	5 916	6,3	-9,2	68,1	-27,7	-29,2	66,9
Saskatchewan	3 840	5 436	-29,4	8,1	26,6	-10,3	1,1	-25,2
Alberta	32 064	28 848	11,1	-10,3	-0,6	-40,5	37,6	18,0
Colombie-Britannique	35 292	35 868	-1,6	-21,2	9,7	15,6	2,0	2,6
Yukon	132	168	-21,4	-12,5	0,0	-48,4	19,2	100,0
Territoires du Nord-Ouest	36	48	-25,0	100,0	-66,7	50,0	-69,2	-7,1
Nunavut	0	120	-100,0	-100,0	...	-100,0

Tableau 5
Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisés, 2016

	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction					Total
	Unifamiliales ¹	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non résidentiel			Total	
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental		
	unités			milliers de dollars					
Canada									
Janvier r	5 526	10 141	15 667	4 011 352	527 672	1 284 821	572 604	2 385 097	6 396 449
Février p	6 105	9 900	16 005	4 211 104	483 258	2 012 104	679 776	3 175 138	7 386 242
Cumulatif janv. à févr. 2016	11 631	20 041	31 672	8 222 456	1 010 930	3 296 925	1 252 380	5 560 235	13 782 691
Cumulatif janv. à févr. 2015	12 108	21 051	33 159	8 453 103	954 361	2 830 263	1 297 617	5 082 241	13 535 344
Terre-Neuve-et-Labrador									
Janvier r	86	12	98	33 954	30	5 988	1 138	7 156	41 110
Février p	90	18	108	37 316	10	13 303	72	13 385	50 701
Cumulatif janv. à févr. 2016	176	30	206	71 270	40	19 291	1 210	20 541	91 811
Cumulatif janv. à févr. 2015	205	12	217	73 907	3 831	22 156	9 484	35 471	109 378
Île-du-Prince-Édouard									
Janvier r	17	0	17	5 948	5	870	68	943	6 891
Février p	38	19	57	12 649	312	1 138	0	1 450	14 099
Cumulatif janv. à févr. 2016	55	19	74	18 597	317	2 008	68	2 393	20 990
Cumulatif janv. à févr. 2015	55	5	60	20 038	897	4 264	2 568	7 729	27 767
Nouvelle-Écosse									
Janvier r	121	361	482	72 405	4 547	20 628	4 472	29 647	102 052
Février p	141	104	245	50 080	5 000	19 975	816	25 791	75 871
Cumulatif janv. à févr. 2016	262	465	727	122 485	9 547	40 603	5 288	55 438	177 923
Cumulatif janv. à févr. 2015	222	467	689	140 572	11 090	38 663	1 099	50 852	191 424
Nouveau-Brunswick									
Janvier r	82	58	140	35 995	3 179	21 165	11 651	35 995	71 990
Février p	86	69	155	33 573	2 161	12 052	8 956	23 169	56 742
Cumulatif janv. à févr. 2016	168	127	295	69 568	5 340	33 217	20 607	59 164	128 732
Cumulatif janv. à févr. 2015	145	157	302	71 498	10 850	18 394	10 818	40 062	111 560
Québec									
Janvier r	918	2 220	3 138	715 291	88 228	154 168	22 902	265 298	980 589
Février p	847	2 602	3 449	722 268	93 068	210 956	145 704	449 728	1 171 996
Cumulatif janv. à févr. 2016	1 765	4 822	6 587	1 437 559	181 296	365 124	168 606	715 026	2 152 585
Cumulatif janv. à févr. 2015	1 591	4 773	6 364	1 394 612	181 200	624 343	423 348	1 228 891	2 623 503
Ontario									
Janvier r	1 993	3 432	5 425	1 480 352	249 928	463 824	342 529	1 056 281	2 536 633
Février p	2 733	2 787	5 520	1 766 652	240 031	617 259	201 945	1 059 235	2 825 887
Cumulatif janv. à févr. 2016	4 726	6 219	10 945	3 247 004	489 959	1 081 083	544 474	2 115 516	5 362 520
Cumulatif janv. à févr. 2015	4 698	6 789	11 487	3 063 116	447 876	991 105	445 698	1 884 679	4 947 795
Manitoba									
Janvier r	241	252	493	120 384	27 106	31 851	13 014	71 971	192 355
Février p	262	262	524	111 380	37 912	35 075	14 188	87 175	198 555
Cumulatif janv. à févr. 2016	503	514	1 017	231 764	65 018	66 926	27 202	159 146	390 910
Cumulatif janv. à févr. 2015	478	453	931	233 955	30 740	87 143	43 943	161 826	395 781
Saskatchewan									
Janvier r	252	201	453	100 690	8 551	41 365	26 262	76 178	176 868
Février p	193	127	320	81 673	11 636	30 212	56 625	98 473	180 146
Cumulatif janv. à févr. 2016	445	328	773	182 363	20 187	71 577	82 887	174 651	357 014
Cumulatif janv. à févr. 2015	406	813	1 219	240 142	29 637	120 870	83 326	233 833	473 975
Alberta									
Janvier r	1 068	1 336	2 404	596 900	108 957	324 209	77 007	510 173	1 107 073
Février p	937	1 735	2 672	620 416	37 208	802 107	175 122	1 014 437	1 634 853
Cumulatif janv. à févr. 2016	2 005	3 071	5 076	1 217 316	146 165	1 126 316	252 129	1 524 610	2 741 926
Cumulatif janv. à févr. 2015	2 867	3 742	6 609	1 767 346	166 096	617 121	159 284	942 501	2 709 847

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 5 – suite

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisés, 2016

	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction				Total	
	Unifamiliales ¹	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non résidentiel				
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental		
	unités			milliers de dollars					
Colombie-Britannique									
Janvier ^r	733	2 256	2 989	840 322	37 141	220 741	65 214	323 096	1 163 418
Février ^p	764	2 177	2 941	770 732	55 869	269 015	53 517	378 401	1 149 133
Cumulatif janv. à févr. 2016	1 497	4 433	5 930	1 611 054	93 010	489 756	118 731	701 497	2 312 551
Cumulatif janv. à févr. 2015	1 415	3 819	5 234	1 436 167	71 192	297 188	114 017	482 397	1 918 564
Yukon									
Janvier ^r	11	3	14	1 833	0	12	9	21	1 854
Février ^p	11	0	11	2 220	0	685	22 806	23 491	25 711
Cumulatif janv. à févr. 2016	22	3	25	4 053	0	697	22 815	23 512	27 565
Cumulatif janv. à févr. 2015	21	3	24	4 126	0	1 712	3 813	5 525	9 651
Territoires du Nord-Ouest									
Janvier ^r	4	0	4	3 778	0	0	8 338	8 338	12 116
Février ^p	3	0	3	2 145	23	327	0	350	2 495
Cumulatif janv. à févr. 2016	7	0	7	5 923	23	327	8 338	8 688	14 611
Cumulatif janv. à févr. 2015	5	0	5	5 124	952	7 304	219	8 475	13 599
Nunavut									
Janvier ^r	0	10	10	3 500	0	0	0	0	3 500
Février ^p	0	0	0	0	28	0	25	53	53
Cumulatif janv. à févr. 2016	0	10	10	3 500	28	0	25	53	3 553
Cumulatif janv. à févr. 2015	0	18	18	2 500	0	0	0	0	2 500

1. Les types de logements suivants sont compris dans cette catégorie : maison individuelle, chalet et maison mobile.

Tableau 6
Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, désaisonnalisées, 2016

	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction					Total
	Unifamiliales ¹	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non résidentiel			Total	
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental		
	unités			milliers de dollars					
Abbotsford-Mission, Colombie-Britannique									
Janvier ^r	22	50	72	13 501	8 011	1 947	0	9 958	23 459
Février ^p	24	50	74	9 622	619	2 840	262	3 721	13 343
Cumulatif janv. à févr. 2016	46	100	146	23 123	8 630	4 787	262	13 679	36 802
Cumulatif janv. à févr. 2015	43	95	138	18 893	949	348	9 373	10 670	29 563
Barrie, Ontario									
Janvier ^r	27	31	58	20 311	232	3 434	919	4 585	24 896
Février ^p	39	27	66	17 001	20 083	5 091	432	25 606	42 607
Cumulatif janv. à févr. 2016	66	58	124	37 312	20 315	8 525	1 351	30 191	67 503
Cumulatif janv. à févr. 2015	48	0	48	15 231	312	11 454	1 822	13 588	28 819
Brantford, Ontario									
Janvier ^r	123	1	124	39 177	653	7 856	213	8 722	47 899
Février ^p	16	7	23	3 751	2 772	1 274	8	4 054	7 805
Cumulatif janv. à févr. 2016	139	8	147	42 928	3 425	9 130	221	12 776	55 704
Cumulatif janv. à févr. 2015	99	191	290	59 056	5 161	4 619	13	9 793	68 849
Calgary, Alberta									
Janvier ^r	288	220	508	162 297	8 056	115 999	15 156	139 211	301 508
Février ^p	255	218	473	159 396	10 053	84 974	21 891	116 918	276 314
Cumulatif janv. à févr. 2016	543	438	981	321 693	18 109	200 973	37 047	256 129	577 822
Cumulatif janv. à févr. 2015	854	867	1 721	536 022	14 195	248 911	85 576	348 682	884 704
Edmonton, Alberta									
Janvier ^r	424	980	1 404	338 174	11 003	130 506	45 009	186 518	524 692
Février ^p	352	1 360	1 712	356 119	12 156	656 479	97 980	766 615	1 122 734
Cumulatif janv. à févr. 2016	776	2 340	3 116	694 293	23 159	786 985	142 989	953 133	1 647 426
Cumulatif janv. à févr. 2015	1 159	2 452	3 611	908 336	51 422	246 498	19 289	317 209	1 225 545
Grand Sudbury, Ontario									
Janvier ^r	1	2	3	1 655	291	20 376	645	21 312	22 967
Février ^p	2	2	4	6 846	220	5 755	1 250	7 225	14 071
Cumulatif janv. à févr. 2016	3	4	7	8 501	511	26 131	1 895	28 537	37 038
Cumulatif janv. à févr. 2015	3	17	20	5 010	927	4 444	15 504	20 875	25 885
Guelph, Ontario									
Janvier ^r	18	17	35	9 666	702	1 215	185	2 102	11 768
Février ^p	29	92	121	24 984	1 036	1 137	756	2 929	27 913
Cumulatif janv. à févr. 2016	47	109	156	34 650	1 738	2 352	941	5 031	39 681
Cumulatif janv. à févr. 2015	60	267	327	93 018	7 370	3 225	453	11 048	104 066
Halifax, Nouvelle-Écosse									
Janvier ^r	40	331	371	46 327	275	14 378	3 580	18 233	64 560
Février ^p	57	67	124	23 771	500	10 999	783	12 282	36 053
Cumulatif janv. à févr. 2016	97	398	495	70 098	775	25 377	4 363	30 515	100 613
Cumulatif janv. à févr. 2015	69	390	459	91 686	1 354	27 501	319	29 174	120 860
Hamilton, Ontario									
Janvier ^r	78	64	142	51 842	1 472	7 107	18 555	27 134	78 976
Février ^p	89	333	422	108 990	2 056	19 737	33 798	55 591	164 581
Cumulatif janv. à févr. 2016	167	397	564	160 832	3 528	26 844	52 353	82 725	243 557
Cumulatif janv. à févr. 2015	352	174	526	173 662	65 166	49 218	27 456	141 840	315 502
Kelowna, Colombie-Britannique									
Janvier ^r	46	138	184	47 732	460	34 237	36 116	70 813	118 545
Février ^p	33	54	87	32 610	1 066	9 843	946	11 855	44 465
Cumulatif janv. à févr. 2016	79	192	271	80 342	1 526	44 080	37 062	82 668	163 010
Cumulatif janv. à févr. 2015	60	105	165	51 206	806	11 334	21 766	33 906	85 112

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 6 – suite

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, désaisonnalisées, 2016

	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction				Total	
	Unifamiliales ¹	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non résidentiel				
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental		
	unités			milliers de dollars					
Kingston, Ontario									
Janvier r	18	1	19	4 810	560	2 417	902	3 879	8 689
Février p	16	18	34	6 231	125	1 801	69	1 995	8 226
Cumulatif janv. à févr. 2016	34	19	53	11 041	685	4 218	971	5 874	16 915
Cumulatif janv. à févr. 2015	14	180	194	34 657	213	6 041	15 255	21 509	56 166
Kitchener-Cambridge-Waterloo, Ontario									
Janvier r	91	85	176	47 883	6 305	29 257	1 590	37 152	85 035
Février p	112	257	369	93 854	4 314	6 057	21 065	31 436	125 290
Cumulatif janv. à févr. 2016	203	342	545	141 737	10 619	35 314	22 655	68 588	210 325
Cumulatif janv. à févr. 2015	221	1 433	1 654	245 077	14 712	36 315	50 624	101 651	346 728
London, Ontario									
Janvier r	84	44	128	41 961	7 941	12 440	88 841	109 222	151 183
Février p	125	19	144	51 725	1 073	12 823	13 780	27 676	79 401
Cumulatif janv. à févr. 2016	209	63	272	93 686	9 014	25 263	102 621	136 898	230 584
Cumulatif janv. à févr. 2015	176	220	396	107 106	11 182	18 918	62 735	92 835	199 941
Moncton, Nouveau-Brunswick									
Janvier r	0	0	0	4 623	1 053	9 534	5 057	15 644	20 267
Février p	28	0	28	7 032	0	10 571	5 287	15 858	22 890
Cumulatif janv. à févr. 2016	28	0	28	11 655	1 053	20 105	10 344	31 502	43 157
Cumulatif janv. à févr. 2015	60	89	149	19 094	952	10 933	413	12 298	31 392
Montréal, Québec									
Janvier r	249	1 220	1 469	332 505	17 816	105 244	14 041	137 101	469 606
Février p	228	1 708	1 936	379 457	31 520	117 462	85 757	234 739	614 196
Cumulatif janv. à févr. 2016	477	2 928	3 405	711 962	49 336	222 706	99 798	371 840	1 083 802
Cumulatif janv. à févr. 2015	426	2 589	3 015	695 906	87 296	456 556	303 729	847 581	1 543 487
Oshawa, Ontario									
Janvier r	20	134	154	32 306	123	4 214	42 427	46 764	79 070
Février p	211	165	376	121 009	1 421	4 220	193	5 834	126 843
Cumulatif janv. à févr. 2016	231	299	530	153 315	1 544	8 434	42 620	52 598	205 913
Cumulatif janv. à févr. 2015	114	95	209	66 207	4 506	11 452	1 124	17 082	83 289
Ottawa-Gatineau, partie ontarienne, Ontario/Québec									
Janvier r	96	140	236	57 865	22 915	31 797	53 107	107 819	165 684
Février p	211	535	746	172 379	2 886	96 692	2 953	102 531	274 910
Cumulatif janv. à févr. 2016	307	675	982	230 244	25 801	128 489	56 060	210 350	440 594
Cumulatif janv. à févr. 2015	218	239	457	123 550	4 834	116 781	100 244	221 859	345 409
Ottawa-Gatineau, partie québécoise, Ontario/Québec									
Janvier r	32	81	113	23 089	57	2 689	926	3 672	26 761
Février p	31	184	215	33 118	290	4 622	1 338	6 250	39 368
Cumulatif janv. à févr. 2016	63	265	328	56 207	347	7 311	2 264	9 922	66 129
Cumulatif janv. à févr. 2015	68	170	238	51 231	309	8 333	1 862	10 504	61 735
Peterborough, Ontario									
Janvier r	3	0	3	1 813	699	773	434	1 906	3 719
Février p	4	14	18	3 093	0	492	334	826	3 919
Cumulatif janv. à févr. 2016	7	14	21	4 906	699	1 265	768	2 732	7 638
Cumulatif janv. à févr. 2015	25	3	28	7 874	646	3 650	1 666	5 962	13 836
Québec, Québec									
Janvier r	74	351	425	87 712	73	10 983	2 122	13 178	100 890
Février p	56	178	234	47 267	24 485	12 694	282	37 461	84 728
Cumulatif janv. à févr. 2016	130	529	659	134 979	24 558	23 677	2 404	50 639	185 618
Cumulatif janv. à févr. 2015	162	937	1 099	171 633	13 848	47 768	33 832	95 448	267 081

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 6 – suite

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, désaisonnalisées, 2016

	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction					Total
	Unifamiliales ¹	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non résidentiel			Total	
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental		
	unités			milliers de dollars					
Regina, Saskatchewan									
Janvier ^r	115	53	168	41 338	352	10 012	4 181	14 545	55 883
Février ^p	69	48	117	26 333	2 175	14 781	43 102	60 058	86 391
Cumulatif janv. à févr. 2016	184	101	285	67 671	2 527	24 793	47 283	74 603	142 274
Cumulatif janv. à févr. 2015	110	291	401	64 750	14 413	40 258	33 342	88 013	152 763
Saguenay, Québec									
Janvier ^r	9	57	66	10 338	219	2 862	0	3 081	13 419
Février ^p	16	13	29	7 419	43	2 263	1 281	3 587	11 006
Cumulatif janv. à févr. 2016	25	70	95	17 757	262	5 125	1 281	6 668	24 425
Cumulatif janv. à févr. 2015	41	32	73	17 879	7 564	2 997	9 358	19 919	37 798
Saint John, Nouveau-Brunswick									
Janvier ^r	8	30	38	8 823	541	2 145	0	2 686	11 509
Février ^p	6	27	33	6 687	717	767	269	1 753	8 440
Cumulatif janv. à févr. 2016	14	57	71	15 510	1 258	2 912	269	4 439	19 949
Cumulatif janv. à févr. 2015	20	0	20	12 954	1 537	1 612	627	3 776	16 730
Saskatoon, Saskatchewan									
Janvier ^r	78	145	223	39 172	5 754	19 665	12 670	38 089	77 261
Février ^p	71	77	148	37 878	7 377	8 075	3 083	18 535	56 413
Cumulatif janv. à févr. 2016	149	222	371	77 050	13 131	27 740	15 753	56 624	133 674
Cumulatif janv. à févr. 2015	168	493	661	129 155	7 617	48 313	1 436	57 366	186 521
Sherbrooke, Québec									
Janvier ^r	41	44	85	12 441	10 524	2 426	9	12 959	25 400
Février ^p	40	88	128	22 669	828	24 085	4 438	29 351	52 020
Cumulatif janv. à févr. 2016	81	132	213	35 110	11 352	26 511	4 447	42 310	77 420
Cumulatif janv. à févr. 2015	74	170	244	46 857	405	11 067	24 388	35 860	82 717
St. Catharines-Niagara, Ontario									
Janvier ^r	85	144	229	56 485	1 040	1 030	5 011	7 081	63 566
Février ^p	103	42	145	37 027	499	8 517	1 205	10 221	47 248
Cumulatif janv. à févr. 2016	188	186	374	93 512	1 539	9 547	6 216	17 302	110 814
Cumulatif janv. à févr. 2015	239	76	315	81 656	862	33 263	6 674	40 799	122 455
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador									
Janvier ^r	35	2	37	17 940	0	2 694	28	2 722	20 662
Février ^p	37	16	53	22 644	10	7 435	72	7 517	30 161
Cumulatif janv. à févr. 2016	72	18	90	40 584	10	10 129	100	10 239	50 823
Cumulatif janv. à févr. 2015	98	10	108	44 089	3 788	17 686	9 284	30 758	74 847
Thunder Bay, Ontario									
Janvier ^r	4	0	4	1 070	38	154	50	242	1 312
Février ^p	0	2	2	227	0	2 035	151	2 186	2 413
Cumulatif janv. à févr. 2016	4	2	6	1 297	38	2 189	201	2 428	3 725
Cumulatif janv. à févr. 2015	4	4	8	2 571	59	15 313	449	15 821	18 392
Toronto, Ontario									
Janvier ^r	633	2 527	3 160	804 635	116 948	302 046	82 624	501 618	1 306 253
Février ^p	962	995	1 957	781 865	140 510	398 007	113 441	651 958	1 433 823
Cumulatif janv. à févr. 2016	1 595	3 522	5 117	1 586 500	257 458	700 053	196 065	1 153 576	2 740 076
Cumulatif janv. à févr. 2015	2 001	3 326	5 327	1 548 666	190 853	593 406	131 481	915 740	2 464 406
Trois-Rivières, Québec									
Janvier ^r	2	53	55	10 541	203	2 228	1 219	3 650	14 191
Février ^p	16	7	23	6 331	2 231	3 005	638	5 874	12 205
Cumulatif janv. à févr. 2016	18	60	78	16 872	2 434	5 233	1 857	9 524	26 396
Cumulatif janv. à févr. 2015	19	51	70	12 440	12 463	3 095	2 110	17 668	30 108

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 6 – suite

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, désaisonnalisées, 2016

	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction				Total	
	Unifamiliales ¹	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non résidentiel				
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental		
	unités			milliers de dollars					
Vancouver, Colombie-Britannique									
Janvier ^r	301	1 766	2 067	566 440	11 561	151 302	19 586	182 449	748 889
Février ^p	325	1 377	1 702	470 044	27 980	177 479	32 220	237 679	707 723
Cumulatif janv. à févr. 2016	626	3 143	3 769	1 036 484	39 541	328 781	51 806	420 128	1 456 612
Cumulatif janv. à févr. 2015	538	2 795	3 333	928 138	25 566	197 360	46 232	269 158	1 197 296
Victoria, Colombie-Britannique									
Janvier ^r	70	82	152	52 700	6 269	5 241	1 941	13 451	66 151
Février ^p	61	356	417	81 730	2 133	42 767	1 885	46 785	128 515
Cumulatif janv. à févr. 2016	131	438	569	134 430	8 402	48 008	3 826	60 236	194 666
Cumulatif janv. à févr. 2015	113	248	361	87 690	1 037	23 333	9 197	33 567	121 257
Windsor, Ontario									
Janvier ^r	53	8	61	20 103	17 478	7 447	336	25 261	45 364
Février ^p	57	25	82	25 137	2 602	1 332	18	3 952	29 089
Cumulatif janv. à févr. 2016	110	33	143	45 240	20 080	8 779	354	29 213	74 453
Cumulatif janv. à févr. 2015	49	78	127	32 905	11 930	18 733	5 956	36 619	69 524
Winnipeg, Manitoba									
Janvier ^r	139	203	342	84 268	24 002	28 684	10 944	63 630	147 898
Février ^p	159	224	383	76 921	33 888	29 077	13 051	76 016	152 937
Cumulatif janv. à févr. 2016	298	427	725	161 189	57 890	57 761	23 995	139 646	300 835
Cumulatif janv. à févr. 2015	264	350	614	164 991	6 221	70 275	39 576	116 072	281 063

1. Les types de logements suivants sont compris dans cette catégorie : maison individuelle, chalet et maison mobile.

Tableau 7
Unités de logement, provinces et territoires, non désaisonnalisées, 2016

	Unifamiliales, inclus maisons mobiles	Chalets	Doubles	Rangées	Appartements	Transformations	Logements, total
nombre d'unités de logement							
Canada							
Janvier ^r	3 079	10	363	1 059	5 118	549	10 178
Février ^p	3 604	4	685	1 427	4 497	661	10 878
Cumulatif janv. à févr. 2016	6 683	14	1 048	2 486	9 615	1 210	21 056
Cumulatif janv. à févr. 2015	7 358	8	1 293	2 370	10 947	1 241	23 217
Terre-Neuve-et-Labrador							
Janvier ^r	16	0	0	0	12	0	28
Février ^p	15	0	0	0	12	6	33
Cumulatif janv. à févr. 2016	31	0	0	0	24	6	61
Cumulatif janv. à févr. 2015	43	0	0	0	12	0	55
Île-du-Prince-Édouard							
Janvier ^r	3	1	0	0	0	0	4
Février ^p	10	0	0	14	5	0	29
Cumulatif janv. à févr. 2016	13	1	0	14	5	0	33
Cumulatif janv. à févr. 2015	13	0	0	0	4	1	18
Nouvelle-Écosse							
Janvier ^r	47	1	4	14	250	2	318
Février ^p	66	2	0	6	49	10	133
Cumulatif janv. à févr. 2016	113	3	4	20	299	12	451
Cumulatif janv. à févr. 2015	96	2	2	0	318	32	450
Nouveau-Brunswick							
Janvier ^r	13	0	0	0	2	4	19
Février ^p	14	0	0	0	8	0	22
Cumulatif janv. à févr. 2016	27	0	0	0	10	4	41
Cumulatif janv. à févr. 2015	25	0	2	12	10	4	53
Québec							
Janvier ^r	319	5	63	45	800	146	1 378
Février ^p	593	1	166	126	2 121	167	3 174
Cumulatif janv. à févr. 2016	912	6	229	171	2 921	313	4 552
Cumulatif janv. à févr. 2015	800	5	286	136	2 692	500	4 419
Ontario							
Janvier ^r	1 178	3	90	603	2 078	195	4 147
Février ^p	1 392	1	186	687	454	202	2 922
Cumulatif janv. à févr. 2016	2 570	4	276	1 290	2 532	397	7 069
Cumulatif janv. à févr. 2015	2 640	1	169	1 184	3 537	332	7 863
Manitoba							
Janvier ^r	141	0	20	26	99	8	294
Février ^p	170	0	12	26	95	0	303
Cumulatif janv. à févr. 2016	311	0	32	52	194	8	597
Cumulatif janv. à févr. 2015	286	0	28	35	181	5	535
Saskatchewan							
Janvier ^r	142	0	12	4	106	30	294
Février ^p	123	0	12	17	22	27	201
Cumulatif janv. à févr. 2016	265	0	24	21	128	57	495
Cumulatif janv. à févr. 2015	237	0	24	12	454	81	808
Alberta							
Janvier ^r	702	0	158	165	476	59	1 560
Février ^p	602	0	176	172	885	65	1 900
Cumulatif janv. à févr. 2016	1 304	0	334	337	1 361	124	3 460
Cumulatif janv. à févr. 2015	2 197	0	596	611	1 538	137	5 079
Colombie-Britannique							
Janvier ^r	512	0	16	202	1 285	102	2 117
Février ^p	615	0	133	379	846	184	2 157
Cumulatif janv. à févr. 2016	1 127	0	149	581	2 131	286	4 274
Cumulatif janv. à févr. 2015	1 014	0	186	379	2 183	147	3 909

Tableau 7 – suite

Unités de logement, provinces et territoires, non désaisonnalisées, 2016

	Unifamiliales, inclus maisons mobiles	Chalets	Doubles	Rangées	Appartements	Transformations	Logements, total
nombre d'unités de logement							
Yukon							
Janvier ^r	2	0	0	0	0	3	5
Février ^p	1	0	0	0	0	0	1
Cumulatif janv. à févr. 2016	3	0	0	0	0	3	6
Cumulatif janv. à févr. 2015	2	0	0	1	0	2	5
Territoires du Nord-Ouest							
Janvier ^r	4	0	0	0	0	0	4
Février ^p	3	0	0	0	0	0	3
Cumulatif janv. à févr. 2016	7	0	0	0	0	0	7
Cumulatif janv. à févr. 2015	5	0	0	0	0	0	5
Nunavut							
Janvier ^r	0	0	0	0	10	0	10
Février ^p	0	0	0	0	0	0	0
Cumulatif janv. à févr. 2016	0	0	0	0	10	0	10
Cumulatif janv. à févr. 2015	0	0	0	0	18	0	18

Tableau 8
Unités de logement, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, février 2016

	Unifamiliales, inclus maisons mobiles	Chalets	Doubles	Rangées	Appartements	Transformations	Logements, total
	nombre d'unités de logement						
Abbotsford-Mission, Colombie-Britannique	21	0	1	15	16	2	55
Barrie, Ontario	22	0	8	0	0	7	37
Brantford, Ontario	9	0	0	0	0	4	13
Calgary, Alberta	197	0	36	36	91	2	362
Edmonton, Alberta	272	0	134	110	734	50	1 300
Grand Sudbury, Ontario	1	0	0	0	0	1	2
Guelph, Ontario	16	0	6	32	2	12	68
Halifax, Nouvelle-Écosse	38	0	0	6	49	2	95
Hamilton, Ontario	50	0	6	167	0	15	238
Kelowna, Colombie-Britannique	29	0	16	9	3	9	66
Kingston, Ontario	9	0	0	5	3	2	19
Kitchener-Cambridge-Waterloo, Ontario	63	0	7	12	119	7	208
London, Ontario	70	0	2	5	4	0	81
Moncton, Nouveau- Brunswick	5	0	0	0	0	0	5
Montréal, Québec	185	0	38	73	1 542	100	1 938
Oshawa, Ontario	118	0	10	50	20	13	211
Ottawa-Gatineau, Ontario/Québec	143	0	23	167	274	27	634
Ottawa-Gatineau, partie ontarienne, Ontario/Québec	118	0	8	155	116	23	420
Ottawa-Gatineau, partie québécoise, Ontario/Québec	25	0	15	12	158	4	214
Peterborough, Ontario	2	0	0	0	0	8	10
Québec, Québec	46	0	29	0	138	16	229
Regina, Saskatchewan	52	0	6	9	6	8	81
Saguenay, Québec	13	0	2	0	4	7	26
Saint John, Nouveau-Brunswick	1	0	0	0	0	0	1
Saskatoon, Saskatchewan	54	0	4	8	16	19	101
Sherbrooke, Québec	33	0	19	8	61	2	123
St. Catharines-Niagara, Ontario	58	0	6	12	2	4	82
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador	8	0	0	0	12	4	24
Thunder Bay, Ontario	0	0	0	0	0	1	1
Toronto, Ontario	539	0	112	204	169	77	1 101
Trois-Rivières, Québec	13	0	2	0	0	5	20
Vancouver, Colombie-Britannique	284	0	92	319	474	55	1 224
Victoria, Colombie-Britannique	53	0	8	12	211	12	296
Windsor, Ontario	32	0	2	12	0	0	46
Winnipeg, Manitoba	131	0	12	26	93	0	262

Tableau 9

Unités de logement, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, cumulatif, janvier à février 2016

	Unifamiliales, inclus maisons mobiles	Chalets	Doubles	Rangées	Appartements	Transformations	Logements, total
nombre d'unités de logement							
Abbotsford-Mission, Colombie-Britannique	38	0	1	43	20	6	108
Barrie, Ontario	41	0	8	16	1	17	83
Brantford, Ontario	97	0	0	0	0	5	102
Calgary, Alberta	427	0	60	53	191	3	734
Edmonton, Alberta	610	0	264	221	1 078	97	2 270
Grand Sudbury, Ontario	2	0	0	0	0	3	5
Guelph, Ontario	29	0	6	35	2	24	96
Halifax, Nouvelle-Écosse	57	0	2	20	295	2	376
Hamilton, Ontario	106	0	8	209	0	27	350
Kelowna, Colombie-Britannique	65	0	18	11	90	18	202
Kingston, Ontario	22	0	0	5	3	3	33
Kitchener-Cambridge-Waterloo, Ontario	128	0	15	68	119	17	347
London, Ontario	130	0	6	31	11	1	179
Moncton, Nouveau-Brunswick	5	0	0	0	0	0	5
Montréal, Québec	300	0	54	115	2 034	166	2 669
Oshawa, Ontario	132	0	10	151	20	29	342
Ottawa-Gatineau, Ontario/Québec	227	0	30	214	365	45	881
Ottawa-Gatineau, partie ontarienne, Ontario/Québec	187	0	12	202	172	38	611
Ottawa-Gatineau, partie québécoise, Ontario/Québec	40	0	18	12	193	7	270
Peterborough, Ontario	4	0	0	0	0	8	12
Québec, Québec	80	0	52	0	280	28	440
Regina, Saskatchewan	128	0	18	13	20	18	197
Saguenay, Québec	17	0	2	0	25	15	59
Saint John, Nouveau-Brunswick	2	0	0	0	0	4	6
Saskatoon, Saskatchewan	106	0	4	8	106	38	262
Sherbrooke, Québec	52	0	23	8	69	12	164
St. Catharines-Niagara, Ontario	119	0	12	30	96	12	269
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador	20	0	0	0	14	4	38
Thunder Bay, Ontario	3	0	0	0	0	1	4
Toronto, Ontario	992	0	162	479	1 981	145	3 759
Trois-Rivières, Québec	14	0	2	0	26	6	48
Vancouver, Colombie-Britannique	519	0	102	444	1 566	105	2 736
Victoria, Colombie-Britannique	108	0	10	17	253	22	410
Windsor, Ontario	70	0	6	15	0	0	91
Winnipeg, Manitoba	243	0	30	52	169	7	501

Tableau 10

Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, non désaisonnalisés, 2016

	Valeur de la construction				Total
	Résidentiel	Non résidentiel			
		Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental	
milliers de dollars					
Canada					
Janvier ^r	2 535 146	337 297	888 970	356 447	4 117 860
Février ^p	2 833 252	394 299	1 637 852	408 284	5 273 687
Cumulatif janv. à févr. 2016	5 368 398	731 596	2 526 822	764 731	9 391 547
Cumulatif janv. à févr. 2015	5 785 101	584 853	2 113 536	646 966	9 130 456
Terre-Neuve-et-Labrador					
Janvier ^r	8 144	30	3 907	1 138	13 219
Février ^p	8 263	10	12 558	72	20 903
Cumulatif janv. à févr. 2016	16 407	40	16 465	1 210	34 122
Cumulatif janv. à févr. 2015	18 143	3 831	18 757	9 484	50 215
Île-du-Prince-Édouard					
Janvier ^r	493	5	870	68	1 436
Février ^p	4 533	312	1 138	0	5 983
Cumulatif janv. à févr. 2016	5 026	317	2 008	68	7 419
Cumulatif janv. à févr. 2015	4 930	897	4 264	2 568	12 659
Nouvelle-Écosse					
Janvier ^r	52 893	2 853	13 157	4 472	73 375
Février ^p	26 453	2 018	12 511	816	41 798
Cumulatif janv. à févr. 2016	79 346	4 871	25 668	5 288	115 173
Cumulatif janv. à févr. 2015	93 373	5 808	23 933	1 099	124 213
Nouveau-Brunswick					
Janvier ^r	5 043	839	15 220	6 666	27 768
Février ^p	4 614	539	21 315	5 916	32 384
Cumulatif janv. à févr. 2016	9 657	1 378	36 535	12 582	60 152
Cumulatif janv. à févr. 2015	10 924	4 125	19 917	4 605	39 571
Québec					
Janvier ^r	287 667	61 015	96 709	15 653	461 044
Février ^p	592 237	75 911	145 420	101 430	914 998
Cumulatif janv. à févr. 2016	879 904	136 926	242 129	117 083	1 376 042
Cumulatif janv. à févr. 2015	874 865	98 617	458 810	185 524	1 617 816
Ontario					
Janvier ^r	1 048 037	152 677	356 060	218 324	1 775 098
Février ^p	1 025 908	212 846	514 496	131 250	1 884 500
Cumulatif janv. à févr. 2016	2 073 945	365 523	870 556	349 574	3 659 598
Cumulatif janv. à févr. 2015	2 077 015	275 930	756 910	238 529	3 348 384
Manitoba					
Janvier ^r	75 982	25 664	27 605	6 709	135 960
Février ^p	67 417	35 120	27 294	10 141	139 972
Cumulatif janv. à févr. 2016	143 399	60 784	54 899	16 850	275 932
Cumulatif janv. à févr. 2015	141 437	24 837	75 019	25 904	267 197
Saskatchewan					
Janvier ^r	55 003	2 976	24 192	9 318	91 489
Février ^p	48 541	5 438	22 816	22 621	99 416
Cumulatif janv. à févr. 2016	103 544	8 414	47 008	31 939	190 905
Cumulatif janv. à févr. 2015	145 073	13 402	108 930	15 353	282 758
Alberta					
Janvier ^r	405 995	66 376	201 015	38 011	711 397
Février ^p	457 698	23 686	606 604	77 387	1 165 375
Cumulatif janv. à févr. 2016	863 693	90 062	807 619	115 398	1 876 772
Cumulatif janv. à févr. 2015	1 309 648	108 933	417 587	90 155	1 926 323
Colombie-Britannique					
Janvier ^r	590 081	24 862	150 223	47 741	812 907
Février ^p	596 525	38 368	272 688	35 820	943 401
Cumulatif janv. à févr. 2016	1 186 606	63 230	422 911	83 561	1 756 308
Cumulatif janv. à févr. 2015	1 104 177	47 521	220 393	69 713	1 441 804

Tableau 10 – suite

Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, non désaisonnalisés, 2016

	Valeur de la construction				Total
	Résidentiel	Non résidentiel			
		Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental	
	milliers de dollars				
Yukon					
Janvier ^r	356	0	12	9	377
Février ^p	451	0	685	22 806	23 942
Cumulatif janv. à févr. 2016	807	0	697	22 815	24 319
Cumulatif janv. à févr. 2015	1 019	0	1 712	3 813	6 544
Territoires du Nord-Ouest					
Janvier ^r	1 952	0	0	8 338	10 290
Février ^p	612	23	327	0	962
Cumulatif janv. à févr. 2016	2 564	23	327	8 338	11 252
Cumulatif janv. à févr. 2015	1 997	952	7 304	219	10 472
Nunavut					
Janvier ^r	3 500	0	0	0	3 500
Février ^p	0	28	0	25	53
Cumulatif janv. à févr. 2016	3 500	28	0	25	3 553
Cumulatif janv. à févr. 2015	2 500	0	0	0	2 500

Tableau 11
Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, non
désaisonnalisées, février 2016

	Valeur de la construction				Total
	Résidentiel	Non résidentiel			
		Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental	
milliers de dollars					
Abbotsford-Mission, Colombie-Britannique	7 765	357	2 944	155	11 221
Barrie, Ontario	10 663	20 138	4 303	287	35 391
Brantford, Ontario	2 446	2 780	1 077	5	6 308
Calgary, Alberta	125 936	5 898	65 850	5 367	203 051
Edmonton, Alberta	270 683	7 132	508 735	24 022	810 572
Grand Sudbury, Ontario	4 076	221	4 865	830	9 992
Guelph, Ontario	15 175	1 039	961	502	17 677
Halifax, Nouvelle-Écosse	17 416	500	6 923	783	25 622
Hamilton, Ontario	65 624	2 062	16 683	22 435	106 804
Kelowna, Colombie-Britannique	27 357	615	10 203	560	38 735
Kingston, Ontario	3 890	125	1 522	46	5 583
Kitchener-Cambridge-Waterloo, Ontario	57 029	4 326	5 120	13 983	80 458
London, Ontario	33 062	1 076	10 839	9 147	54 124
Moncton, Nouveau-Brunswick	1 036	0	19 208	5 287	25 531
Montréal, Québec	363 273	31 472	87 925	67 090	549 760
Oshawa, Ontario	76 266	1 425	3 567	128	81 386
Ottawa-Gatineau, Ontario/Québec	134 579	3 184	85 192	3 007	225 962
Ottawa-Gatineau, partie ontarienne, Ontario/Québec	104 680	2 894	81 732	1 960	191 266
Ottawa-Gatineau, partie québécoise, Ontario/Québec	29 899	290	3 460	1 047	34 696
Peterborough, Ontario	1 941	0	416	222	2 579
Québec, Québec	40 682	24 447	9 502	221	74 852
Regina, Saskatchewan	17 354	1 234	11 939	20 633	51 160
Saguenay, Québec	5 352	43	1 694	1 002	8 091
Saint John, Nouveau-Brunswick	623	30	1 393	269	2 315
Saskatoon, Saskatchewan	24 914	4 186	6 523	1 476	37 099
Sherbrooke, Québec	18 835	827	18 029	3 472	41 163
St. Catharines-Niagara, Ontario	23 559	500	7 199	800	32 058
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador	6 354	10	7 435	72	13 871
Thunder Bay, Ontario	139	0	1 720	100	1 959
Toronto, Ontario	489 695	140 896	336 428	75 302	1 042 321
Trois-Rivières, Québec	4 506	2 228	2 249	499	9 482
Vancouver, Colombie-Britannique	376 886	16 147	183 962	19 075	596 070
Victoria, Colombie-Britannique	64 874	1 231	44 329	1 116	111 550
Windsor, Ontario	15 917	2 609	1 126	12	19 664
Winnipeg, Manitoba	54 547	33 888	21 296	9 004	118 735

Tableau 12

Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisées, cumulatif, janvier à février 2016

	Valeur de la construction				Total
	Résidentiel	Non résidentiel			
		Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental	
	milliers de dollars				
Abbotsford-Mission, Colombie-Britannique	17 729	5 846	4 289	155	28 019
Barrie, Ontario	26 556	20 289	6 983	834	54 662
Brantford, Ontario	32 117	3 206	7 207	132	42 662
Calgary, Alberta	247 811	8 504	126 424	13 075	395 814
Edmonton, Alberta	504 981	10 691	576 885	46 912	1 139 469
Grand Sudbury, Ontario	5 346	411	20 765	1 214	27 736
Guelph, Ontario	22 672	1 497	1 909	612	26 690
Halifax, Nouvelle-Écosse	62 204	775	16 236	4 363	83 578
Hamilton, Ontario	105 626	3 022	22 229	33 478	164 355
Kelowna, Colombie-Britannique	62 907	930	33 853	28 325	126 015
Kingston, Ontario	7 557	490	3 408	583	12 038
Kitchener-Cambridge-Waterloo, Ontario	94 024	8 437	27 950	14 929	145 340
London, Ontario	65 486	6 254	20 546	62 020	154 306
Moncton, Nouveau-Brunswick	1 400	150	23 889	10 344	35 783
Montréal, Québec	516 893	40 250	159 677	78 299	795 119
Oshawa, Ontario	102 016	1 505	6 855	25 378	135 754
Ottawa-Gatineau, Ontario/Québec	189 965	18 153	111 837	35 352	355 307
Ottawa-Gatineau, partie ontarienne, Ontario/Québec	149 725	17 835	106 544	33 566	307 670
Ottawa-Gatineau, partie québécoise, Ontario/Québec	40 240	318	5 293	1 786	47 637
Peterborough, Ontario	3 314	456	1 019	480	5 269
Québec, Québec	81 500	24 483	16 990	1 915	124 888
Regina, Saskatchewan	42 894	1 404	17 526	22 551	84 375
Saguenay, Québec	10 042	151	3 645	1 002	14 840
Saint John, Nouveau-Brunswick	1 510	107	2 446	269	4 332
Saskatoon, Saskatchewan	49 270	6 963	17 496	7 288	81 017
Sherbrooke, Québec	24 343	6 012	19 683	3 479	53 517
St. Catharines-Niagara, Ontario	68 248	1 178	8 003	3 782	81 211
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador	11 719	10	10 129	100	21 958
Thunder Bay, Ontario	949	25	1 840	130	2 944
Toronto, Ontario	1 124 409	217 149	572 121	124 475	2 038 154
Trois-Rivières, Québec	9 394	2 328	3 768	1 472	16 962
Vancouver, Colombie-Britannique	794 580	24 068	288 476	34 132	1 141 256
Victoria, Colombie-Britannique	104 090	5 526	47 949	2 608	160 173
Windsor, Ontario	31 270	14 005	6 937	212	52 424
Winnipeg, Manitoba	118 869	57 890	45 734	13 643	236 136

Tableau 13

Valeur des permis de bâtir non résidentiels, selon le type de bâtiment, provinces et territoires, non désaisonnalisés, février 2016

	Canada	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario
	milliers de dollars						
Non résidentiel, total	2 440 435	12 640	1 450	15 345	27 770	322 761	858 592
Industriel	394 299	10	312	2 018	539	75 911	212 846
Usines, fabriques	235 778	0	0	1 627	297	30 237	147 648
Transports, services	71 369	0	0	0	0	18 091	35 621
Mines et agriculture	44 562	0	0	0	0	21 197	11 055
Projets industriels mineurs, neuf et améliorations ¹	42 590	10	312	391	242	6 386	18 522
Commercial	1 637 852	12 558	1 138	12 511	21 315	145 420	514 496
Commerces et services	399 238	5 180	0	5 817	500	27 739	133 178
Entrepôts	123 170	0	0	0	0	2 487	12 083
Postes d'essence	23 142	1 115	0	400	0	3 725	7 376
Édifices à bureaux	430 259	396	520	626	900	47 300	190 713
Loisirs	355 754	1 280	0	0	16 500	21 986	43 455
Hôtels, restaurants	142 723	2 532	0	1 390	1 640	16 603	68 724
Laboratoires	16 588	0	0	0	0	0	1 165
Projets commerciaux mineurs, neuf et améliorations ¹	146 978	2 055	618	4 278	1 775	25 580	57 802
Institutionnel et gouvernemental	408 284	72	0	816	5 916	101 430	131 250
Écoles, éducation	169 558	0	0	0	0	43 198	31 467
Hôpitaux, médical	65 143	0	0	0	0	3 527	34 940
Bien-être, foyers	83 507	0	0	0	5 270	935	52 319
Églises, religion	9 070	0	0	0	0	500	1 873
Bureaux gouvernementaux	57 782	0	0	300	0	47 213	2 269
Projets institutionnels et gouvernementaux mineurs, neuf et améliorations ¹	23 224	72	0	516	646	6 057	8 382
	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut
	milliers de dollars						
Non résidentiel, total	72 555	50 875	707 677	346 876	23 491	350	53
Industriel	35 120	5 438	23 686	38 368	0	23	28
Usines, fabriques	32 900	832	3 620	18 617	0	0	0
Transports, services	300	0	13 150	4 207	0	0	0
Mines et agriculture	0	3 250	375	8 685	0	0	0
Projets industriels mineurs, neuf et améliorations ¹	1 920	1 356	6 541	6 859	0	23	28
Commercial	27 294	22 816	606 604	272 688	685	327	0
Commerces et services	3 200	9 293	166 304	48 027	0	0	0
Entrepôts	891	3 467	87 799	16 443	0	0	0
Postes d'essence	0	610	7 651	2 265	0	0	0
Édifices à bureaux	2 985	4 580	52 319	129 540	380	0	0
Loisirs	11 272	598	239 492	21 171	0	0	0
Hôtels, restaurants	6 005	892	11 989	32 948	0	0	0
Laboratoires	350	0	15 073	0	0	0	0
Projets commerciaux mineurs, neuf et améliorations ¹	2 591	3 376	25 977	22 294	305	327	0
Institutionnel et gouvernemental	10 141	22 621	77 387	35 820	22 806	0	25
Écoles, éducation	1 353	19 679	64 260	7 125	2 476	0	0
Hôpitaux, médical	475	1 613	1 858	2 400	20 330	0	0
Bien-être, foyers	0	286	695	24 002	0	0	0
Églises, religion	0	0	6 697	0	0	0	0
Bureaux gouvernementaux	7 200	800	0	0	0	0	0
Projets institutionnels et gouvernementaux mineurs, neuf et améliorations ¹	1 113	243	3 877	2 293	0	0	25

1. Réfère aux projets dont la valeur est inférieure à 250,000 \$ pour lesquels la ventilation par type de bâtiment n'est pas disponible.

Description – Enquête mensuelle sur les permis de bâtir

Les renseignements qui suivent devraient être utilisés pour s'assurer de bien comprendre les concepts fondamentaux sur lesquels s'appuie la définition des données présentées ici, les méthodes qui sous-tendent l'enquête et les principaux aspects de la qualité des données. Ces renseignements vous aideront à mieux comprendre les points forts et les limites des données et la façon de bien les utiliser et les analyser. Ils pourraient être particulièrement importants lors de la comparaison des données à celles provenant d'autres enquêtes ou d'autres sources, ainsi que lors de leur analyse afin de tirer des conclusions quant à leur évolution au fil du temps.

Sources de données et méthodologie

L'enquête mensuelle sur les permis de bâtir menée auprès des municipalités canadiennes vise à recueillir des informations sur les intentions de construction. Les résultats de cette enquête servent d'une part de base de référence à la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) dont l'un des mandats est d'effectuer le relevé mensuel du nombre de logements mis en chantier et parachevés. D'autre part, la statistique sur les permis de bâtir constitue un élément essentiel dans le calcul des dépenses d'immobilisation. De plus la délivrance du permis de bâtir étant l'une des premières étapes du processus de construction, cette statistique est grandement utilisée comme indicateur avancé de cette activité.

Méthodologie générale : L'enquête sur les permis de bâtir couvre environ 2 400 municipalités en provenance de toutes les provinces et territoires et regroupant 95 % de la population canadienne. Elles ne font pas l'objet d'un échantillon prédéterminé et la participation à cette enquête est obligatoire. Les collectivités représentant les autres 5 % de la population sont très petites et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total. En pratique, toutes les agglomérations urbaines y sont représentées ainsi qu'un bon pourcentage des municipalités rurales. Sauf exception, l'enquête couvre au minimum les municipalités déjà incluses dans l'enquête « Logements mis en chantier et parachevés ». Sur une base régulière les municipalités non-répondantes et délivrant des permis sont incitées à répondre à l'enquête. De ce fait, le nombre de municipalités couvertes s'accroît continuellement.

L'enquête est généralement menée par la poste bien que certaines municipalités puissent choisir de répondre par téléphone. L'agent municipal responsable de la délivrance des permis remplit mensuellement un formulaire sur lequel chacun des projets de construction d'envergure doit être décrit.

Après avoir rempli leur rapport, les municipalités en acheminent une copie au bureau centrale de Statistique Canada et l'autre au bureau local de la SCHL. Afin de réduire leur fardeau, de plus en plus de répondants produisent un rapport informatisé. Seules les municipalités retardataires, incluses dans l'enquête de la SCHL ci-haut mentionnée, font l'objet d'un suivi téléphonique.

À leur réception au bureau central de Statistique Canada, les rapports sont vérifiés, codés et saisis.

Des procédures de contrôle qualitatif rigoureuses sont utilisées afin de s'assurer que la collecte, la codification ainsi que le traitement des données sont effectués avec le plus de précision possible. Des vérifications sont également exercées sur les totalisations et l'ordre de grandeur des données. Chaque rapport qui ne répond pas aux critères de qualité retenus fait l'objet d'une vérification et est corrigé au besoin.

Il faut procéder à des imputations pour chaque caractéristique pour laquelle aucune déclaration n'a été reçue. On les calcule automatiquement, sous réserve de certaines contraintes, en appliquant aux valeurs utilisées précédemment, les variations mensuelles et annuelles des valeurs semblables des municipalités répondantes; et le patron historiques des municipalités manquantes. Aucune estimation n'est faite pour le manque de couverture, la clandestinité ou la sous-évaluation des permis délivrés. Pour cette raison, l'erreur d'échantillonnage ne peut être calculée.

Les statistiques mensuelles ne font pas l'objet de correction pour les permis annulés ou périmés. D'après les agents municipaux, le volume d'annulation ou d'inutilisation est inférieur à 5 %.

Période de référence : La période de référence aux fins de la collecte de données est le mois civil. Les rapports des municipalités qui font parties d'une région métropolitaine de recensement ou d'une agglomération de recensement doivent nous parvenir dans les 20 jours suivant le mois visé. Les autres municipalités ont 30 jours pour produire leur rapport. Les résultats sont diffusés entre 35 et 40 jours après la fin du mois de référence. Les données annuelles finales pour l'année civile antérieure sont diffusées en même temps que les données pour le mois de janvier de l'enquête.

Révisions : Les révisions pouvant affecter les résultats de l'enquête sur les permis de bâtir sont de deux natures :

Révisions dues à la correction d'erreurs de codage

Mensuellement, seules les données du mois précédent la période de référence peuvent être affectées par de telles révisions.

Révisions dues à l'addition de rapports tardifs

Les rapports tardifs se rapportant au mois précédent la période de référence sont incorporés aux résultats de l'enquête sur une base courante. Cependant, les rapports reçus après la limite de deux mois suivant le mois de référence ne sont introduits qu'à la fin de l'année. Par conséquent, les données des douze derniers mois sont sujets à révision.

Désaisonnalisation : Les composantes des permis de bâtir pour lesquelles des variations saisonnières ont été identifiées sont désaisonnalisées en utilisant la méthode X-12 ARIMA. Les données désaisonnalisées relatives au nombre total d'unités de logements et à la valeur agrégée des permis de bâtir sont obtenues indirectement, c'est-à-dire par l'addition de leurs composantes désaisonnalisées. Plus précisément, le nombre total d'unités d'habitation est obtenue en additionnant les données désaisonnalisées pour les logements unifamiliaux et multifamiliaux. La valeur totale des permis de bâtir résulte pour sa part de la somme des composantes suivantes : résidentielle, industrielle, commerciale et institutionnelle. Dans les cas où les composantes de la série ne présentent aucune saisonnalité apparente, les valeurs non désaisonnalisées sont utilisées à la place des valeurs désaisonnalisées dans ces agrégations.

À la fin de l'année, les séries chronologiques désaisonnalisées sont révisées pour tenir compte des plus récentes fluctuations saisonnières de la série en même temps que la révision des données non désaisonnalisées de l'année précédente. En général, les révisions portant sur les estimations désaisonnalisées des trois dernières années sont effectuées avec la diffusion des données de janvier des permis de bâtir.

Pour obtenir plus de renseignements sur la désaisonnalisation, voir le document intitulé *Données désaisonnalisées – Foire aux questions*.

En tant que complément aux séries désaisonnalisées, les estimations de la tendance-cycle sont produites pour indiquer le mouvement sous-jacent à long terme d'une série et peuvent également être utilisées comme indicateurs avancés de la direction de la tendance à court terme (durant l'année en cours). Les données désaisonnalisées et les estimations de la tendance-cycle peuvent faire l'objet de révisions lorsque de nouvelles observations deviennent disponibles. Ces révisions pourraient être importantes et même entraîner le renversement du mouvement, en particulier à la fin de la série. La plus grande variabilité associée aux estimations de la tendance-cycle, en particulier à la fin de la série, est indiquée par une ligne pointillée pour les quatre mois les plus récents dans les graphiques.

Depuis la diffusion des données du mois de janvier 2016, la tendance-cycle de l'Enquête mensuelle sur les permis de bâtir est estimée à l'aide d'une méthode standard utilisée par plusieurs indicateurs économiques mensuels de Statistique Canada. Pour en savoir plus sur cette méthode, voir le *Blogue de StatCan* et les *Estimations de la tendance-cycle — Foire aux questions*.

Concepts et variables observées

Les données statistiques présentées dans le produit décrit ici ont trait au nombre d'unités de logement autorisées et à la **valeur des permis de bâtir**. La valeur des permis rapportés comprend les dépenses suivantes : matériaux, main d'oeuvre, profits et frais généraux. Le coût du terrain n'est jamais inclus dans la valeur estimative du permis tandis que les frais d'acquisition (actes notariés, frais d'arpentage, intérêts encourus) peuvent à l'occasion y être intégrés.

La classification utilisée dans la présente publication porte strictement sur les bâtiments pour lesquels un permis de bâtir a été délivré. Généralement les permis délivrés correspondent aux travaux suivants : construction de nouveaux bâtiments, transformation de logement, ajout structurel, rénovation, etc. Les travaux de réparation (peinture, réfection de plancher, de toiture, etc.) pour lesquels aucun permis n'est requis et les travaux de génie (tels les barrages, les routes, les oléoducs, etc.), qui par définition ne sont pas des bâtiments, ne sont pas compris dans la présente statistique. Des estimations de ces travaux sont toutefois disponibles en consultant Cansim aux tableaux 029-0039 à 029-0040 pour les « Dépenses en immobilisations par type d'actif » et aux tableaux 029-0005 à 029-0024 et 032-0001 à 032-0002 pour l'« investissements privés et publics » (n° 61-205-X au catalogue).

La description fournie par les municipalités concernant le type de bâtiment (case #6 de la Section A du formulaire) ainsi que le type de travail à effectuer (case #7 de la Section A du formulaire) constitue le fondement de la classification. La classification des bâtiments en groupes ou sous-groupes principaux se fonde sur les éléments suivants : la destination prévue, dans le cas des immeubles nouveaux; l'utilisation réelle ou prévue des bâtiments auxquels des améliorations sont effectués; affiliation de l'immeuble où la construction envisagée a pour objet d'assurer des commodités accessoires; la principale utilisation de l'ensemble lorsque la construction projetée est destinée à plus d'une fin, toutefois lorsque le bâtiment abrite des logements, on procède à la répartition de la valeur des travaux entre l'usage résidentiel et non résidentiel.

Catégories de bâtiments

Dans cette publication la **valeur des permis délivrés** soit pour l'érection de nouveaux édifices ou pour l'exécution de travaux d'amélioration sont regroupés d'après les genres de bâtiments suivants : résidentiel, industriel, commercial, institutionnel et gouvernemental.

Construction résidentielle : Comprend tout bâtiment destiné à l'occupation privé soit sur une base permanente ou non. Les logements sont regroupés sous les types suivants : les logements unifamiliaux, mobiles, chalets, semi-détachés, en rangée ainsi que les appartements.

Construction industrielle : Englobe tout bâtiment destiné à la fabrication ou à la transformation de produits; au transport, aux communications et autres services d'utilité publique, à l'agriculture, à la sylviculture ainsi qu'à l'exploitation minière.

Construction commerciale : Il s'agit de tout bâtiment destiné à abriter des activités se rattachant au secteur tertiaire. Par exemple : les magasins, entrepôts, garages, immeubles à bureaux, théâtres, hôtels, salons funéraires, salons de beauté.

Construction institutionnelle et gouvernementale : Comprend les dépenses faites par les collectivités, les corps publics et les gouvernements pour la construction d'immeubles ou bâtiments; par exemple, écoles, universités, hôpitaux, cliniques, églises, foyers de vieillards.

Le **nombre d'unités de logements** correspond au nombre de logements indépendants créés. Il ne faut pas confondre avec le nombre de structures. Par exemple, dans le cas d'un édifice à appartements comptant six logements, on fera référence à six unités de logement. Dans le cas de transformation de bâtiments en unités de logement additionnelles, on tient compte du nombre de nouvelles unités créées. Dans cette publication, les unités de logements sont regroupées de la façon suivante:

Maison unifamiliale : Ce genre de logement est communément appelé « **maison simple** ». Il comprend les logements individuels complètement isolés de tout côté, y compris les maisons individuelles liées à un autre logement uniquement sous le sol. Sont inclus les unifamiliales à deux étages, les bungalows, les maisons à paliers multiples, qu'ils soient construits de façon conventionnelle ou préfabriquée.

Maison mobile : Maison conçue et construite pour être transportée sur son propre châssis et qu'on peut déplacer sans grand délai.

Chalet : Logement qui ne peut être habité à l'année ou en permanence puisque les installations nécessaires au confort sont insuffisantes.

Maison double ou semi-détachée : Correspond à toute maison d'habitation où chacun des deux logements sont côte à côte réunis soit par un mur commun ou un garage, mais non attenants à une autre construction et entourés d'espaces libres.

Maison en rangée : Il s'agit d'une rangée d'au moins trois logements réunis côte à côte sans autre logement au-dessus ou au-dessous.

Maison d'appartements : Cette catégorie inclut les logements compris dans une variété de bâtiments tels que : les duplex, les duplex jumelés, les triplex, les duplex en rangée, les appartements proprement dit et les logements adjacents à tout édifice non résidentiel.

Transformation : Il s'agit du nombre de logements ajoutés par suite de la transformation d'un bâtiment déjà existant.

Classification géographique

Les entités géographiques sont classifiées selon la Classification Géographique Type (CGT) en usage à Statistique Canada. Un code (CGT) de douze chiffres a été attribué à chaque entité rapportante afin de pouvoir les classer selon les niveaux géographiques suivants:

Province et territoire (Pr) : On compte dix provinces et trois territoires.

Région économique (RE) : Il s'agit des régions infra-provinciales de Statistique Canada établies par la Division des normes. On en compte soixante-seize.

Division de recensement (DR) : L'expression division de recensement signifie un regroupement de subdivision de recensement établie par une loi provinciale. On en dénombre deux cent quatre-vingt-huit (des données sous un tel regroupement géographique sont disponibles sur demande).

Région métropolitaine de recensement (RMR) : Leur délimitation correspond à la définition du recensement de 2011. Le terme (RMR) désigne la principale zone du marché du travail d'une région urbaine (noyau urbanisé) comptant 100,000 habitants ou plus, d'après les chiffres de population du recensement. Les trente-trois (RMR) figurent dans cette publication. Toutefois, bien que le recensement de 2011 définisse Ottawa-Gatineau comme une seule (RMR), elle est présentée ici en deux entités distinctes étant donné qu'elles sont situées dans des provinces différentes.

Agglomération de recensement (AR) : Elle correspond aux zones de marchés de travail moins vastes des noyaux urbanisés comptant 10,000 habitants ou plus, tel que défini au recensement de 2011. On compte cent quatorze (AR) au Canada. Lorsqu'une (AR) chevauche deux provinces elle est présentée partiellement dans chacune de celles-ci. L'agglomération de Lloydminster fait toutefois exception à cette règle, paraissant en totalité en Alberta.

Autres municipalités de 10,000 de population et plus : Il s'agit de municipalités ne faisant pas partie d'agglomérations de recensement dont la taille est d'environ 10,000 habitants. On distingue ces municipalités afin de rendre possible la comparaison entre l'enquête sur les permis de bâtir et celle sur les mises en chantier qui utilise ce concept.

Partie rurale : Sont regroupés sous cette rubrique toutes les entités géographiques ne faisant pas partie d'un (RMR) ou d'une (AR) et n'étant pas identifié par la Société canadienne d'hypothèques et de logement comme un centre urbain.

Subdivision de recensement (SDR) : L'expression subdivision de recensement se rattache aux municipalités, aux réserves indiennes, aux établissements et aux territoires non organisés. Toutefois étant donné que les établissements et les réserves indiennes n'émettent pas de permis de bâtir, elles ne sont pas comprises dans cette publication.

Unité géographique non-standard : Les unités géographiques qui apparaissent dans cette publication ne correspondent pas toutes à la définition de subdivision de recensement tel que définit ci-haut. Certaines administrations provinciales ou municipales étant dans l'impossibilité de produire des rapports mensuels conformes aux entités géographiques officielles, nous les publions selon l'entité géographique utilisée par ces administrations. Ces unités géographiques dites non-standards ne sont cependant pas très nombreuses et sont surtout concentrées dans les provinces maritimes.

Révisions territoriales

Les limites territoriales ont été établies conformément aux définitions du recensement de 2011. Durant les périodes intercensitaires les changements de limites, de statuts et de noms des (SDR) sont introduits dans cette publication sur une base annuelle. Les changements affectant les autres unités géographiques (RMR, AR, DR, RE) sont pour leurs parts incorporés sur base quinquennale dix huit mois après la tenue du recensement.

Exactitude des données

Les données sur les permis de bâtir étant extraites de documents administratifs municipaux, deux types d'erreurs de réponse sont possibles : les erreurs imputables au demandeur de permis et les erreurs de transcription faites par la municipalité répondante. L'expérience prouve que les erreurs de transcription sont peu fréquentes. De plus, du fait qu'un nombre croissant de municipalités produisent des rapports automatisés la fréquence de ce type d'erreur tend à diminuer. Toutefois, les erreurs provenant d'une déclaration sous-estimant le coût du projet de construction sont toujours probables. Le mode de tarification des permis qui, dans la plupart des cas, est établi en fonction de la valeur de construction mène indubitablement à une sous-évaluation de la valeur des projets.

Dans les dernières années, en moyenne 98,0 % des municipalités couvertes par l'enquête ont acheminé leurs déclarations mensuelles dans le cadre de l'Enquête sur les permis de bâtir. De plus, le taux de révision mensuel moyen au cours des dernières années se chiffrait à 0,5 %.

Comparabilité des données et sources connexes

Toute comparaison de données doit être faite avec réserve étant donné que les modalités de délivrance de permis ainsi que les méthodes d'estimation des valeurs peuvent différer d'une municipalité à l'autre. De plus, puisque le nombre de municipalités participant à l'enquête s'accroît constamment, on doit tenir compte de ce fait lors de comparaisons touchant des périodes différentes.

La présente publication ne renferme qu'une partie des données produites sur les permis de bâtir. On peut cependant en s'adressant à la section de la construction en bâtiment et des valeurs foncières (613-951-6321 ou 1-800-579-8533) commander soit des tableaux non-publiés ou soumettre des requêtes spéciales. Les séries présentées ici sont aussi disponibles sur CANSIM : Tableaux 026-0001 à 26-0008 et 026-0010.

Appendice I

Abréviations géographiques

C	City / Cité
CC	Chartered community
CG	Community government
CN	Crown colony / Colonie de la couronne
COM	Community
CT	Canton (municipalité de)
CU	Cantons unis (municipalité de)
CV	City / Ville
CY	City
DM	District municipality
HAM	Hamlet
ID	Improvement district
IGD	Indian government district
IM	Island municipality
IRI	Indian reserve / Réserve indienne
LGD	Local government district
LOT	Township and royalty
M	Municipality / Municipalité
MD	Municipal district
MÉ	Municipalité
MU	Municipality
NH	Northern hamlet
NL	Nisga'a land
NO	Unorganized / Non organisé
NV	Northern village
NVL	Nisgaa village
P	Parish / Paroisse (municipalité de)
PE	Paroisse (municipalité de)
RCR	Rural community / Communauté rurale
RDA	Regional district electoral area
RG	Region
RGM	Regional municipality
RM	Rural municipality
RV	Resort village
S-É	Indian settlement / Établissement indien
SA	Special area
SC	Subdivision of county municipality / Subdivision municipalité de comté
SÉ	Settlement / Établissement
SET	Settlement
SG	Self-government / Autonomie gouvernementale
SM	Specialized municipality
SNO	Subdivision of unorganized / Subdivision non organisée
SV	Summer village
T	Town

TC	Terres réservées aux Cris
TI	Terre inuite
TK	Terres réservées aux Naskapis
TL	Teslin land
TP	Township
TV	Town / Ville
V	Ville
VC	Village cri
VK	Village naskapi
VL	Village
VN	Village nordique

Source : Statistique Canada, Recensement de la population de 2011.

<http://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2011/ref/dict/table-tableau/table-tableau-5-fra.cfm>